



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 23 NOVEMBRE, 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3513

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC SATURDAY, 23rd NOVEMBER, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3514

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 18 novembre 1901.

Le trente-unième jour d'octobre mil neuf cent un, Joseph Laferté, écuyer, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Drummond.

L. G. DESJARDINS,

4309 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 18 novembre 1901.

Le trente-unième jour d'octobre mil neuf cent un, Hormidas Pilon, écuyer, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Vaudreuil.

L. G. DESJARDINS,

4311 Greffier de la Couronne en Chancellerie

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 18th November, 1901.

The thirty-first day of October, one thousand nine hundred and one, Joseph Laferté, esquire, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Drummond.

L. G. DESJARDINS,

4310 Clerk of the Crown in Chancery.

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 18th November, 1901.

The thirty-first day of October, one thousand nine hundred and one, Hormidas Pilon, esquire, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Vaudreuil.

L. G. DESJARDINS,

4312 Clerk of the Crown in Chancery

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du dix octobre dernier, 1901, de nommer M. François Rosaire Pinault, de Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui, greffier de la cour de magistrat dans et pour le comté de Matane, à Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui. 4305

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du cinq novembre dernier 1901, d'adjoindre à la commission de la paix, les personnes suivantes :

Pour le district de Pontiac.—Walter Russel, cultivateur, de Bristol, comté de Pontiac.

District de Saint-François.—Félix Guillaume Ponton, Toussaint Meunier, Albert Varney et Patrick Tobin, cultivateurs, du canton de Brompton, comté de Richmond ; Henry Joseph Adams, cultivateur, de Eaton Corner, dans le comté de Compton.

District de Montréal.—Henry Edward Hardisty, gardien de quai, 294, rue Aqueduc, Joseph Charles Wilson, marchand, 1086, rue Ontario, tous deux de Montréal, et Adélar Théoret, cultivateur, de l'Isle-Bizard, comté de Jacques-Cartier.

District de Beauharnois.—James Lahay, cultivateur, du canton Franklin, et John Taillon, marchand, du canton de Dundee, dans le comté d'Huntingdon.

District de Lavoie cultivateur, de Saint-Tite des Caps, comté de Montmorency.

District de Kamouraska.—Joseph Morneau et Alfred Chouinard, cultivateurs, de Saint-Eusèbe de Cabana, comté de Témiscouata. 4303

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 16 mars 1865, pour le canton Weedon, dans le comté de Wolfe, et de nommer par commission en date du dix-neuvième jour de novembre dernier (1901). Messieurs Edouard Beaudry, cultivateur ; Joseph Cyrille Hamel, meunier ; Adolphe Tanguay, marchand, de Weedon Centre ; Jérémie Surprenant, Lauzephir Baillargeon, cultivateurs, canton Weedon ; Saul Delude et Joseph Cyrille Lussier, cultivateurs, Lac Weedon, commissaires de la dite cour. 4345

Proclamations

Canada,
Province de }
Québec.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourraient concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que, sur
Proc.-Général. } présentation au conseil municipal du comté d'Arthabaska, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans le canton Bulstrode, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté d'Arthabaska a nommé M. D. Lebrun, surintendant

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth of October last, 1901, to appoint Mr. François Rosaire Pinault, of Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, clerk of the magistrate's court in and for the county of Matane, at Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui. 4306

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fifth November instant, 1901, to associate to the commission of the peace the following persons :

For the district of Pontiac.—Walter Russel, farmer, of Bristol, county of Pontiac.

District of Saint Francis.—Félix Guillaume Ponton, Toussaint Meunier, Albert Varney and Patrick Tobin, farmers, of the township of Brompton, county of Richmond ; Henry Joseph Adams, farmer, of Eaton Corner, in the county of Compton.

District of Montreal.—Henry Edward Hardisty, wharf keeper, 294, Aqueduc street, Joseph Charles Wilson, merchant, 1086, Ontario street, both of Montreal, and Adélar Théoret, farmer, of l'Isle Bizard, county of Jacques Cartier.

District of Beauharnois.—James Lahay, farmer, of the township Franklin, and John Taillon, merchant, of the township of Dundee, in the county of Huntingdon.

District of Quebec.—Siméon Renaud, merchant, and Auguste Lavoie, farmer, of Saint Tite des Caps, county of Montmorency.

District of Kamouraska.—Joseph Morneau and Alfred Chouinard, farmers, of Saint Eusèbe de Cabana, county of Temiscouata. 4304

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 11th of March, 1865, for the township of Weedon, county of Wolfe, and to appoint by commission dated the nineteenth of November instant (1901). Messrs. Edouard Beaudry, farmer ; Joseph Cyrille Hamel, miller ; Adolphe Tanguay, merchant, of Weedon Centre ; Jeremie Surprenant, Lauzephir Baillargeon, farmers, township Weedon ; Saul Delude and Joseph Cyrille Lussier, farmers, Lake Weedon, commissioners of the said court. 4346

Proclamations

Canada,
Province of }
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } W H E R E A S, on
Atty.-Genl. } presentation to the municipal council of the county of Arthabaska, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the municipality of the township of Bulstrode, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the

spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête :

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie :

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté :

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport :

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Le village de Daveluyville, comprend tout le territoire connu sous les Nos 40, 41 et 42, du cadastre pour le canton Bulstrode.

Il est borné vers le nord et vers l'est par la rivière Bécancour, vers le sud par la ligne entre le 1er et le 2e rang du canton Bulstrode, et vers l'ouest par le lot No 39, du cadastre susdit.

Contenant ainsi borné trois cent quatre-vingt-deux acres, plus ou moins en superficie, sera détaché de la municipalité de Sainte Anne du-Sault, et formera une municipalité séparée sous le nom de "la municipalité du village de Daveluyville," à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Daveluyville, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TREIZIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

4307

Canada
Province de
Québec

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

said county of [Arthabaska has named Mr. D. Lebrun, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition :

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent :

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated, without amendments, by the council of the aforesaid county :

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report :

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

The village of Daveluyville, comprises all the territory known as Nos. 40, 41 and 42, of the cadastre for the township of Bulstrode.

It is bounded on the north and on the east by the Becancour river, on the south by the line between the 1st and the 2nd range of the township of Bulstrode, and on the west by lot No. 39, of the cadastre aforesaid.

Containing thus bounded three hundred and eighty-two acres, more or less in area, shall be detached from the municipalities of Sainte Anne-du-Sault, and shall thenceforth form separate municipality under the name of "the municipality of the village of Daveluyville."

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Daveluyville, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By Command,

ADELARD TURGEON,
Provincial secretary.

4308

Canada,
Province of
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King Defender of the Faith, &c., &c. To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

A FTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le SEIZIEME jour du mois de NOVEMBRE, mil neuf cent un, auquel temps vous êtes tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACREZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-SIXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme le droit. **EN A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : **TÉMOIN,** Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable **SIR LOUIS A. JETTE,** Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUATRIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie
Québec.

3117

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 16 novembre 1901, incorporant Edmond Savard, médecin, de la ville de Chicoutimi ; Etienne Allard, marchand, de la paroisse d'Hébertville ; François Potvin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jérôme ; Armand Guy, cultivateur, de la paroisse de Saint-Prime ; William Joseph Tremblay, courtier ; Léonce Philias Bilodeau, marchand ; William Thomas Alexis Donohue ; Gustave Perrault, avocat, et Jules Constantin, médecin, tous du village de Roberval, pour les fins suivantes, savoir : imprimer, publier, vendre un ou plusieurs papiers-nouvelles, imprimer et de vendre toute circulaire, tous blancs, et généralement de faire toutes impressions quelconques, sous le nom de "La Compagnie d'Imprimerie du Lac Saint-Jean," avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en deux cent cinquante actions (250) de vingt piastres (\$20.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce dix-huitième jour de novembre 1901.

4313

ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 20 novembre 1901, incorporant Urbain Joseph Ledoux, consul des Etats-Unis, en la cité de Trois-

PROCLAMATION.

W HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SIXTEENTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and one, at what time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on **THURSDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of DECEMBER next,** you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. **HEREIN FAIL NOT.**

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be herunto affixed : **WITNESS,** Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable **SIR LOUIS A. JETTE,** Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this **FOURTH day of NOVEMBER,** in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

3118

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 16th of November, (1901), incorporating Edmond Savard, physician, of the town of Chicoutimi ; Etienne Allard, merchant, of the parish of Hébertville ; François Potvin, farmer, of the parish of Saint Jérôme ; Armand Guy, farmer, of the parish of Saint Prime ; William Joseph Tremblay, broker ; Léonce Philias Bilodeau, merchant ; William Thomas Alexis Donohue ; Gustave Perrault, advocate, and Jules Constantin, physician, all of the village of Roberval, for the following purposes, to wit : to print, publish, sell one or more newspapers, to print and sell all kinds of circulars all blanks and generally to do all sorts of printing, whatsoever, under the name of "La Compagnie d'Imprimerie du Lac Saint Jean", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into two hundred and fifty shares (250) of twenty dollars (\$20.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this eighteenth day of November, 1901.

4314

ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the 20th of November, 1901, incorporating Urbain Joseph Ledoux, consul of the United States of America, in

Rivières; Eugène Panneton, marchand; Eugène Godin, avocat; Arthur Berthiaume, journaliste, et Elzéar Roy, avocat, ces derniers des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes, savoir: pour donner des représentations théâtrales, à Montréal et ailleurs, et particulièrement pour donner des soirées dramatiques, musicales et littéraires, sous le nom de soirées de familles, sous le nom social de "La Compagnie Théâtrale de Montréal", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000), divisé en deux cents actions (200) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingtième jour de novembre 1901.

ADELARD TURGEON,

4343 Secrétaire de la province.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 19 novembre 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Marie Eugène Labrèche, écuyer, notaire public, de la paroisse de Saint-Valérien de Milton, dans le comté de Shefford, district de Bedford, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire Pierre Simon Grandpré, de la paroisse de Saint-Valérien de Milton qui a cessé de pratiquer comme notaire public, en vertu des dispositions du code du notariat, (article 3685 des S. R. P. Q.).

ADELARD TURGEON,

4317 Secrétaire de la province.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir:

Adj. 7165.

Gore de Stanfold.

La $\frac{1}{2}$ sud au lot "A" du 5e rang, à Ludger Lamy.
Adj. 7166.

Loranger.

Lots 1 et 2, du 4e rang, à Louis H. Massue.

Lots 5 et 6, du 4e rang, à Joseph Massue.

Lots 7 et 8, du 4e rang, à Mathilda Massue.

Lots 9 et 10, du 4e rang, à Marie Massue.

Lot 11, du 4e rang, à Esther Massue.

Lot 12, du 4e rang, à Aimée Massue.

Adj. 7167.

Aylwin.

Lots 8 et 9, du 7e rang, à William James McCaffrey.
Adj. 7168.

Alley.

Lots 26 et 27, du 4e rang, à William Draper.

Adj. 7169.

Cawood.

Lot 8, du 1er rang, à Geo. Foster.

Lot 11, du rang "A", à Timothy Hayden.

Adj. 7170.

Gore de Stanfold.

La $\frac{1}{2}$ est du lot "A", du 6e rang, à Louis Leclerc.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 19 novembre 1901.

the city of Three Rivers, P. Q.; Eugène Panneton, merchant; Eugène Godin, advocate; Arthur Berthiaume, journalist, and Elzéar Roy, advocate, these latter of the city and district of Montreal, for the following purposes, to wit: to give in Montreal and elsewhere, theatrical representations, and especially dramatic, musical and literary entertainments, under the name of "Soirées de Famille", by the name of "La Compagnie Théâtrale de Montréal", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred shares (200) of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twentieth day of November, 1901.

ADELARD TURGEON

4344 Provincial secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 19th November, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Marie Eugène Labrèche, esquire, notary public, of the parish of Saint Valérien de Milton, in the county of Shefford, district of Bedford, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the notary Pierre Simon Grandpré, of the parish of Saint Valérien de Milton, who has ceased to practice as notary public, in virtue of the provisions of the notarial code (art. 3685 R. S. P. Q.).

ADELARD TURGEON,

4318 Provincial secretary.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz:

Adj. 7165.

Gore of Stanfold.

S. $\frac{1}{2}$ of lot "A" in 5th range, to Ludger Lamy.
Adj. 7166.

Loranger.

Lots 1 and 2, in the 4th range, to Louis H. Massue.

Lots 5 and 6, in the 4th range, to Joseph Massue.

Lots 7 and 8, in the 4th range, to Mathilda Massue.

Lots 9 and 10, in the 4th range, to Marie Massue.

Lot 11, in the 4th range, to Esther Massue.

Lot 12 in the 4th range, to Aimée Massue.

Adj. 7167.

Aylwin.

Lots 8 and 9, in the 7th range, to William James McCaffrey.
Adj. 7168.

Alley.

Lots 26 and 27, in the 4th range, to William Draper.

Adj. 7169.

Cawood.

Lot 8, in the 1st range, to Geo. Foster.

Lot 11, in range, "A", to Timothy Hayden.

Adj. 7170.

Gore of Stanfold.

E. $\frac{1}{2}$ of lot "A" in the 6th range, to Louis Leclerc.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 19th November, 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287

Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7171.

Sicotte.

Lots 28 et 29, du 1er rang, à Charles Borromée Loyer.

Lots 44 et 45, du 4me rang, à Hans Swenskered.

Lytton.

Lots 24 et 25, du 1er rang, à Baptiste Rollin.

Ammond.

Lots 1 et 2, du 2me rang, à Robert Ferguson.

Egan.

Lot 23, du 2me rang, à Charles Coggins.

Kensington.

Lot 50, du 3me rang, à Thomas Isbester.

Lots 35 et 36, du 4me rang, à Jos. Morin.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

Québec, 19 novembre 1901.

4323

No 982.01

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Dissolution de la dissidence de la municipalité scolaire de "Cameron," comté d'Ottawa.

Ordre en conseil du 5 novembre 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil d'ordonner, qu'attendu que les syndics dissidents de la municipalité de Cameron, dans le comté d'Ottawa, ont laissé passer une année sans avoir une école, soit dans leur propre municipalité, soit conjointement avec d'autres syndics dans une municipalité voisine, et qu'ils n'ont pas mis la loi scolaire à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, et de déclarer que la corporation des syndics des écoles dissidentes pour la dite municipalité de Cameron, dans le dit comté d'Ottawa, est dissoute, et elle est par les présentes dissoute, en conformité au statut en tel cas fait et pourvu. 4169-3

No 1170 97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Saint-Ignace-de-Stanbridge", comté de Missisquoi, les lots suivants du cadastre du canton Stanbridge, savoir : Nos 1435 jusqu'à 1442 inclusivement, 1447 jusqu'à 1454 inclusivement, et les lots 1456, 1457 et 1462 ;

De la municipalité scolaire de "Notre-Dame-des-Anges-de-Stanbridge", dans le même comté, les lots suivants du cadastre du dit canton Stanbridge, savoir : Nos 937 jusqu'à 959 inclusivement, le No 963, Nos 1400 jusqu'à 1419 inclusivement, 1422 jusqu'à 1434 inclusivement ;

De la municipalité scolaire de la paroisse de "Saint-Romuald-de-Farnham", dans le même comté, les lots suivants du cadastre de Saint-Romuald-de-Farnham, savoir : Nos 27, 28, 29, 36, 38, 39, 40, 41, 43 jusqu'à 50 inclusivement, Nos 52, 54, 56, 59 jusqu'à 76 inclusivement, et aussi le No 88 ;

De la municipalité scolaire de Saint-Alexandre, comté d'Iberville, les lots suivants du cadastre de

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7171.

Sicotte.

Lots 28 and 29, in 1st range, to Charles Borromée Loyer.

Lots 44 and 45, in 4th range, to Hans Swenskered.

Lytton.

Lots 24 and 25, in 1st range, to Baptiste Rollin.

Ammond.

Lots 1 and 2, in 2nd range, to Robert Ferguson.

Egan.

Lot 23, in 2nd range, to Cha. Coggins.

Kensington.

Lot 50, in 3rd range, to Thomas Isbester.

Lots 35 and 36, in 4th range, to Jos. Morin.

E. E. TACHE,

Deputy minister

Department of Lands,
Mines and Fisheries.

Quebec, 19th November, 1901.

4324

No. 982.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Dissolution of the dissentient school corporation of "Cameron," in the county of Ottawa.

Order in council of the 5th of November, 1901.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to order, that whereas the dissentient trustees of the municipality of Cameron, in the county of Ottawa, have allowed a year to elapse without having any school, either in their own municipality, or jointly with other trustees in an adjoining municipality, and have not put the school law into execution, and do not take any steps to obtain schools, to declare that the corporation of the trustees of the dissentient schools for the said municipality of Cameron, in the said county of Ottawa, is dissolved, and it is hereby dissolved, the whole pursuant to the statute in such case made and provided. 4170

No. 1170.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of "Saint Ignace de Stanbridge," county of Missisquoi, the following lots of the cadastre of the township Stanbridge, to wit : Nos. 1435 to 1442 inclusively, 1447 to 1454 inclusively, and lots 1456, 1457 and 1462 ;

From the school municipality of "Notre Dame des Anges de Stanbridge", in the same county, the following lots of the cadastre of the said township Stanbridge, namely : Nos. 937 to 959 inclusively, lot No. 963, Nos. 1400 to 1419 inclusively, 1422 to 1434 inclusively ;

From the school municipality of the parish of "Saint Romuald de Farnham", in the same county, the following lots of the cadastre of Saint Romuald de Farnham, namely : Nos. 27, 28, 29, 36, 38, 39, 40, 41, 43 to 50 inclusively, Nos. 52, 54, 56, 59 to 76 inclusively, and also No. 88 ;

From the school municipality of Saint Alexander, county of Iberville, the following lots of the cadastre

Saint-Alexandre, savoir : Nos 42 jusqu'à 59 inclusivement, 61 jusqu'à 77 inclusivement, 79, 80, 81, 82, les lots Nos 85 jusqu'à 91 inclusivement :

De la municipalité scolaire de "Sainte-Brigide", comté d'Iberville, les lots suivants du cadastre de Sainte-Brigide d'Iberville, savoir : Nos 362 à 377 inclusivement, plus Nos 506 à 533 inclusivement.

Et ériger le territoire ci-dessus désigné en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Sainte-Sabine".

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1902.

4235-2

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit : Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française. La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

4217 JNO. G. BOURINOT,
Greffier de la Chambre des Communes.

RÈGLE SPECIALE DU SÉNAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

4219 SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

of Saint Alexander, namely : Nos. 42 to 59 inclusively, 61 to 77 inclusively, 79, 80, 81, 82, lots Nos. 85 to 91 inclusively ;

From the school municipality of Sainte-Brigide, county of Iberville, the following lots of the cadastre of Sainte-Brigide d'Iberville, namely : Nos. 362 to 377 inclusively, also 506 to 533 inclusively.

To erect the territory hereinabove described into a distinct school municipality by the name of "Sainte-Sabine".

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1902.

4236

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz : In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure ; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published. In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the English and French languages. All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition. Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

4218 JNO. G. BOURINOT,
Clerk of the House of Commons.

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

4220 SAML. E. ST O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

**EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX
DE LA CHAMBRE DES COMMUNES**

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

**ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES
COMMUNES.**

Resolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

4221 Greffier des Communes.

**EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.**

Relatifs aux avis de Bills Privés.

63.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction de usines ou travaux

**EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE
HOUSE OF COMMONS.**

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

**SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF
COMMONS.**

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

4222 Clerk of the Commons

**EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.**

Relating to notices for Private Bills.

63.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular

pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant une commune, le ré-arpentage de tout canton, l'igné ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte créateur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou si l'un n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

50.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou par toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de tout déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

50.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the copies in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accounts of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE.

3509

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du Comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE.

3510

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turbine, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of a local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local office; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to an individual or individuals any exclusive or special rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act.—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3.—Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend

du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des rafts de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit mentionné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

Les bills pour incorporer des villes ne doivent contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et s'écartant, dans chaque cas particulier, la clause d'un statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant, par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront rejetés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.

Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) " Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de

to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments of piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the same departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) " Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, phy-

médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

3511

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que André E. Vallerand, marchand, J. Elie Martineau, marchand, François-Xavier Drolet, ingénieur manufacturier, C. Emile Morissette, entrepreneur, Archange Racine, fondeur, Fidèle Blouin, manufacturier, Charles A. Paquet, marchand, tous de Québec; Jos. Edouard Caron, cultivateur, de Sainte-Louise de L'Islet; Basile Néron, marchand, de Saint-Jérôme Lac Saint-Jean, lesquels et autres sont déjà incorporés par lettres patentes sous le nom de "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan" demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un acte les incorporant sous le nom de "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan". La compagnie demandera les pouvoirs d'acheter et acquérir sur la rivière Métabetchouan et ses affluents ou tout autre endroit dans les comtés de Saguenay, Chicoutimi, Lac Saint-Jean, des pouvoirs d'eau, des limites à bois et les terrains dont elle pourra avoir besoin pour construire les moulins et écluses nécessaires à la fabrication de la pulpe; de produire de l'électricité, faire des installations pour l'éclairage à la lumière électrique dans les susdits comtés; de construire des bateaux à vapeur et chalands destinés au transport de ses produits; de construire et posséder des moulins à pulpe, à scier et à farine; d'ériger et entretenir des digues pour approvisionnement d'eau; de faire le commerce de bois dans toutes ses branches; de construire et posséder des magasins pour le commerce général, et posséder, vendre, louer ou échanger des terrains pour les fins de son industrie; de déterminer le tracé et entreprendre la construction et la mise en exploitation d'embranchements de chemins de fer destinés à relier les moulins et autres établissements industriels de la compagnie aux lignes de chemins de fer ou de bateaux déjà existantes ou pouvant exister dans la suite; de construire des lignes de télégraphe et de téléphone pour l'usage de la compagnie; d'exproprier lorsque nécessaire pour les fins d'embranchements de chemins de fer et de travaux sur les rivières et lacs; d'ester en justice et en général tous les pouvoirs qui peuvent être nécessaires et utiles pour les objets et les fins qu'elle se propose.

H. G. CARROLL,

Procureur des requérants.

Québec, 20 novembre 1901.

4325

AVIS

Avis est par le présent donné que "Les Pères Blancs, Missionnaires d'Afrique", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation.

L. P. SIROIS.

Québec, 18 novembre 1901.

4315

sician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

3512

L. G. DESJARDINS
Clerk of the Legislative Assembly

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that André E. Vallerand, merchant, J. Elie Martineau, merchant, François-Xavier Drolet, manufacturing engineer, C. Emile Morissette, contractor, Archange Racine, founder, Fidèle Blouin, manufacturer, Charles A. Paquet, merchant, all of Quebec; Jos. Edouard Caron, farmer, of Sainte Louise de L'Islet; Basile Néron, merchant, of Saint Jérôme, Lake Saint John, who, with others, are already incorporated by letters patent, by the name of "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan" will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for a chart incorporating them by the name of "La Compagnie de Pulpe de Métabetchouan". The company will ask for power to buy and acquire on the river Métabetchouan and its affluents or anywhere else, in the counties of Saguenay, Chicoutimi, Lake Saint John, water powers, timber limits and the lands it may need to erect mills and dams necessary for the making of pulp; to make electricity, to make installations for lighting and electric light in the aforesaid counties; to build steamboats and lighters for conveying their products; to build and own pulp, saw and grist mills; to erect and keep dams for supplying water; to carry on lumber trade in all its branches; to build and own shops for general trade, and to own, sell, lease and exchange lands for the purposes of its business; to lay out and undertake the building and working of branch railways for the purpose of connecting the mills and other industrial establishments of the company with the railways already existing or which may be built hereafter; to construct telegraph and telephone lines for the use of the company; to expropriate when necessary for the purposes of branch railways and works on the rivers and lakes; to appear in judicial proceedings, and to obtain generally all the powers which may be necessary or useful for the objects and aims which it has in view.

H. G. CARROLL,

Attorney for petitioners.

Quebec, 20th November, 1901.

4326

NOTICE

Notice is hereby given that "Les Pères Blancs, Missionnaires d'Afrique", will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act constituting them into corporation.

L. P. SIROIS.

Quebec, 18th November, 1901.

4316

Avis est par le présent donné que les médecins J. G. Adami, George E. Armstrong, Alfred T. Bazin, H. S. Birkett, F. Buller, J. M. Craik, J. M. Elder, Wm. Gardner, Sir William Hingston, J. M. Jack, H. A. Lafleur, F. A. Lockhart, J. G. McCarthy, James Perrigo, F. J. Shepherd et J. W. Stirling, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte les incorporant sous le nom de "The Montreal-Medico Chirurgical Society", dans le but de promouvoir l'avancement de la science médicale et chirurgicale par tous les moyens qu'ils jugeront avantageux et opportuns, et aussi pour le maintien d'une bibliothèque médicale.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,
Soliciteurs des requérants.
Montréal, 13 novembre 1901. 4261-2

Avis public est par le présent donné que Herbert Alexander McCrea, de Hemmingford, dans le canton de Hemmingford et comté de Huntingdon, dans la province de Québec, chirurgien dentiste, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill privé, autorisant l'association des dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession de chirurgien dentiste dans la province de Québec, et accorder au dit Herbert Alexander McCrea un certificat de chirurgien dentiste licencié dans la dite province, après examen requis par la dite association des dentistes.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs du dit Herbert Alexander McCrea.
Daté, 21 octobre 1901. 4163-3

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que Percy Clare DuBoyce, de la cité de Montréal, clerc notaire, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant la chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre comme un de ses membres après examen.

PERCY CLARE DuBOYCE.
Montréal, 21 octobre 1901. 4011-5

Avis est par le présent donné par Mélina Auclair, veuve Aldéric Gravel, de Saint-Vincent-de-Paul, Sophie Nadon, veuve Claude Gravel, de la paroisse de Sainte-Rose, Stanislas Ouellette et Ludger Ouellette, tous deux de la paroisse de Saint-Laurent, tous dans le district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session pour faire ratifier un acte de vente par Claude Gravel, aux dits messieurs Ouellette, reçu devant Mre A. Lecours, notaire, le 7 septembre 1895.

CHARLES LAURENDEAU,
Procureur des requérants.
Montreal, 4 novembre 1901. 4185-3

Avis Divers

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "The Foster Bennett Company, Limited".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est

Notice is hereby given that doctors J. G. Adami, George E. Armstrong, Alfred T. Bazin, H. S. Birkett, F. Buller, J. M. Craik, J. M. Elder, Wm. Gardner, Sir William Hingston, J. M. Jack, H. A. Lafleur, F. A. Lockhart, J. G. McCarthy, James Perrigo, F. J. Shepherd and J. W. Stirling, all of the city and district of Montreal, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for the passing of an act to incorporate them under the name of the "The Montreal Medico Chirurgical Society", for the purpose of promoting the advancement of medical and surgical science by such means as to them shall appear expedient and proper, and also the maintenance of a medical library.

LAFLEUR, MACDOUGALL & MACKAY,
Solicitors for applicants.
Montreal, 13th November, 1901. 4262

Public notice is hereby given by Herbert Alexander McCrea, of Hemmingford, in the township of Hemmingford and county of Huntingdon, in the province of Quebec, doctor of dental surgery, that he will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a private bill authorising the dental association of the province of Quebec to admit him to the practise of the profession of a surgeon dentist in the province of Quebec, and to grant to the said Herbert Alexander McCrea a certificate of licensed surgeon dentist in said province, after having passed the examination required by the said dental association.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for the said Herbert Alexander McCrea.
Dated, 21st October, 1901. 4164

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

Notice is hereby given that Percy Clare DuBoyce, of the city of Montreal, notarial student, will petition the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorising the board of notaries of the province of Quebec, to admit him as one of its members after examination.

PERCY CLARE DuBOYCE.
Montreal, 21st October, 1901. 4012

Notice is by these presents given by Mélina Auclair, widow Aldéric Gravel, of Saint Vincent de Paul, Sophie Nadon, widow Claude Gravel, of the parish of Sainte Rose, Stanislas Ouellette and Ludger Ouellette, both of the parish of Saint Laurent, all in the district of Montreal, that they will apply at the legislature of Québec, at its next session, in order to have a deed of sale by Claude Gravel, to the said Ouellette, ratified the said deed, passed before A. Lecours, notary, on the 7th of September, 1895.

CHARLES LAURENDEAU,
Attorney for the applicants.
Montreal, 4th November, 1901. 4186

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letters patent under the provisions of "the joint stock companies' incorporation act", constituting the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed name of the company is : "The Foster Bennett Company, Limited".

2. The objects for which incorporation is sought

demandée sont : acquérir, prendre et continuer comme une affaire en opération, les affaires maintenant faites à Rivière Désert, dans le comté de Wright, sous le nom du dit Foster Bennett, comme marchand général, marchand de bois, entrepreneur et commerçant de bestiaux ; manufacturer et faire le commerce de bois, bois de construction, bois de pulpe, briques et tuiles, et acquérir par loyer, achat ou autrement et tenir, faire le commerce et disposer d'aucune propriété, meubles et immeubles, y compris les limites à bois, matériel et droits, pouvoirs d'eau et privilèges qui peuvent être jugés à propos pour les fins des affaires de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Rivière Désert, dans le comté de Wright et province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de \$75,000.00, divisé en 750 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, rés de ce et profession des requérants sont comme suit : Foster Bennett, marchand, Joseph Bennett, commis, et Daniel J. McNulty, teneur de livres, tous trois de la susdite Rivière Désert ; John Reid, de Wakefield, dans le dit comté de Wright, gérant, et Joseph Currier Bertram, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, agent, lesquels seront tous les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, et tous sont sujets anglais.

GEO. C. WRIGHT,
Procureur des requérants.

Hull, 16 novembre 1901.

4299

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Crown Laundry Company (Limited)".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'exploiter tout ce qui concerne la buanderie en général.

3° La principale place d'affaire de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000).

5° Le nombre d'actions sera de cent, et le montant de chaque action sera de cent piastres chacune (\$100).

6° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : William Sutherland Richardson, de la ville de Westmount, dans le dit district de Montréal, gérant ; James McNab, de la dite ville de Westmount, secrétaire ; William Murray Reid, ingénieur, de la dite cité de Montréal ; William Geraghty, comptable, de la dite ville de Westmount ; Arthur William Adams, comptable, de la dite cité de Montréal, et William Heaton Henry, agent, de la dite ville de Westmount.

7° Que les dits requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous résident en Canada et sont sujets de Sa Majesté le Roi.

CHARLES ILES,

Procureur des requérants.

Montréal, 13 novembre 1901.

4263-2

Avis est donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social et en conformité avec ses dispositions, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants ci-après nommés en un corps politique et incorporé, sous le nom collectif de "La Compagnie d'Imprimerie du Bulletin du Travail (Limitée)",

are : to acquire, take over and continue as a going concern, the business at present carried on at River Desert, in the county of Wright, under the name of the said Foster Bennett, as general merchant, lumber merchant contractor and dealer in live stock ; to manufacture and deal in lumber, timber, pulp wood, bricks and tiles, and to acquire by lease, purchase or otherwise, and to hold, deal with and dispose of such property, moveable and immoveable, including timber limits, plant and rights, water powers and privileges as may be deemed expedient for the purposes of the company's business.

3. The chief place of business of the said company is to be at River Desert, in the county of Wright and province of Quebec.

4. The amount of capital stock is to be \$75,000.00, divided into 750 shares of \$100.00 each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Foster Bennett, merchant, Joseph Bennett, clerk, and Daniel J. McNulty, book-keeper, all three of River Desert aforesaid ; John Reid, of Wakefield, in the said county of Wright, manager, and Joseph Carrier Bertram, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, agent, all of whom are to be the first of provisional directors of said company, and all of whom are British subjects.

GEO. C. WRIGHT,
Attorney for petitioners.

Hull, 16th November, 1901.

4300

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Crown Laundry Company (Limited)".

2. The object for which incorporation is sought is to do general laundry work.

3. The chief place of business of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, in the province of Quebec ;

4. The amount of the capital stock of the said company will be ten thousand dollars (\$10,000).

5. The number of shares will be one hundred, and the amount of each share will be one hundred dollars (\$100).

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Sutherland Richardson, of the town of Westmount, in said district of Montreal, manager ; James McNab, of said town of Westmount, secretary ; William Murray Reid, of the city of Montreal, engineer ; William Geraghty, of the said town of Westmount, accountant ; Arthur William Adams, of the said city of Montreal, accountant, and William Heaton Henry, of the said town of Westmount, agent.

7. That the above applicants are to be the first or provisional directors of the said company, that all reside in Canada and are subjects of His Majesty the King.

CHARLES ILES,

Attorney for applicants.

Montreal, 13th November, 1901.

4264

Notice is hereby given that, in virtue of the joint stock companies act, and in compliance with its provisions, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, to obtain letters patent incorporating the applicants hereinafter named a body politic and corporate, under the name "La Compagnie d'Imprimerie du Bulletin du Travail (Limitée)",

laquelle aura sa principale place d'affaires en la cité de Québec, province de Québec, et un fonds social de trois mille piastres, divisé en six cents actions de cinq piastres chacune. Son objet sera d'exercer l'industrie d'imprimeur en général et d'éditeur de publications périodiques et autres.

Les noms au long, résidence et profession des requérants sont : Arthur Marois, maçon en briques ; Omer Brunet, cordonnier ; William Guthrie, cordonnier ; George Lévesque, menuisier, et François Xavier Boileau, fonctionnaire civil, tous de la dite cité de Québec, lesquels seront les directeurs provisoires de la dite compagnie, et sont tous sujets de Sa Majesté.

F. X. BOILEAU,
Procureur des requérants.

4267 2

Avis est par les présentes donné que, sous un mois à compter de la dernière publication des présentes dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par les requérants ci-après mentionnés, pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, pour la province de Québec, constituant les dits requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom social de la dite compagnie sera "La Compagnie de Téléphone Saint-Laurent."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : établir et maintenir des lignes de communication par téléphone entre Sorel et Nicolet, en passant par les comtés de Richelieu, Yamaska et Nicolet, et aussi de construire et de mettre en opération des lignes secondaires reliant avec la ligne principale les endroits qu'il plaira à la compagnie de choisir dans les comtés de Richelieu, Yamaska, Nicolet, Drummond et Bagot ; fabriquer, acheter ou louer des téléphones et tous appareils nécessaires pour les exploiter ; acheter, louer et maintenir des lignes pour la transmission des messages par téléphone, et spécialement acheter la ligne de téléphone appartenant à M. M. C. F. Beauchemin et Henri E. Poulin, et appelée la ligne de téléphone "Saint-Laurent" ; se mettre en relation, pour cet objet, et se fusionner avec toutes lignes de téléphone ou télégraphe existantes, faire avec toute compagnie ou personnes propriétaire de ligne de téléphones des arrangements nécessaires pour la transmission de ses messages sur les lignes.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera au village de la paroisse de Saint-François du Lac.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de quinze mille piastres.

5° Le nombre des actions sera de cent cinquante, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms, résidence et profession des requérants sont comme suit : Jules Allard, avocat ; Oscar Gladu, notaire ; Anatole O. Camiré, médecin ; Médard Boucher, menuisier ; François X. Matte, tanneur ; Calixte Cartier, forgeron ; Arthur Laramée, boulanger ; Elzéar Moss, boucher ; Joseph N. Perrault, médecin ; Rufus G. Kimpton, commerçant ; J. Omer Duhaime, commerçant ; O. E. Courchesne, régistrateur ; Louis Lauzière, hôtelier ; Omer Gauthier, charretier ; Salvas & Frères, marchands, tous de Saint-François du Lac ; Roch M. S. Mignault, médecin ; Louis Véronneau, notaire ; L. Hector Lafleur, hôtelier ; Ferdinand Mondou, commerçant ; Alfred Charland, commerçant ; Rév. A. Smith, prêtre, curé de Saint-Michel d'Yamaska ; Alberic Archie Mondou, notaire ; David Laperrière, commerçant ; Herménégilde Rousseau, épicier ; Milton Rousseau, hôtelier ; J. A. McLure, electricien ; Révérend J. M. Roy, prêtre, curé ; Frs. St. Amant, charron ; Joseph Côté, manufacturier ; G. E. Champagne, marchand ; Joseph Jannelle, charretier ; L. Onésime Fagnan, épicier ; Omer Larivière, charretier ; P. E. Gélinas, médecin ; Jacob Bélisle, hôtelier, du village

(tée)", which will have its chief place of business in the city of Québec, province of Québec, and a capital stock of three thousand dollars, divided into six hundred shares of five dollars each. Its object will be to carry on a general printing business and to edit periodical and other publications.

The full names, residence, profession of the petitioners are : Arthur Marois, brick mason ; Omer Brunet, shoemaker ; William Guthrie, shoemaker ; George Levesque, joiner, and François-Xavier Boileau, civil service employee, all of the said city of Québec, who will be the interim directors of the said company, and are all subjects of His Majesty.

4268

F. X. BOILEAU,
Attorney for applicants.

Notice is hereby given that within one month from the last publication of these presents in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, by the undermentioned petitioners for a charter by letters patent under the Joint Stock Companies' Incorporation Act, of the province of Québec, constituting the said petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the objects hereinafter set forth.

1. The name of the said company shall be "The Saint Lawrence Telephone Company."

2. The objects for which incorporation is sought are : to establish and maintain a line of communication by telephone between Sorel and Nicolet, passing by the counties of Richelieu, Yamaska and Nicolet, and also to build and put in operation branch lines connecting with the main line such places as the company may select in the counties of Richelieu, Yamaska, Nicolet, Drummond and Bagot ; to manufacture, purchase or rent telephones and all necessary apparatus for working the same ; to purchase, rent and maintain lines for the transmission of messages by telephone and, in particular, to purchase the telephone line belonging to Messrs. C. F. Beauchemin and Henri E. Poulin, and called "the Saint Lawrence telephone line" ; for such object to transact and amalgamate with all or any existing telephone or telegraph lines, to enter into arrangements with any company or person owning telephone lines for the transmission of messages over its lines.

3. The chief place of business of the company shall be in the village of the parish of Saint-François du Lac.

4. The amount of the said company's capital stock shall be fifteen thousand dollars.

5. The number of shares shall be one hundred and fifty, and the amount of each share shall be one hundred dollars.

6. The names, residence and occupation of the petitioners are as follows : Jules Allard, advocate ; Oscar Gladu, notary ; Anatole O. Camiré, physician ; Médard Boucher, joiner ; François X. Matte, tanner ; Calixte Cartier, blacksmith ; Arthur Laramée, baker ; Elzéar Moss, butcher ; Joseph N. Perrault, physician ; Rufus G. Kimpton, trader ; J. Omer Duhaime, trader ; O. E. Courchesne, registrar ; Louis Lauzière, hotel-keeper ; Omer Gauthier, carter ; Salvas & Frères, merchants, all of Saint-François du Lac ; Roch M. S. Mignault, physician ; Louis Véronneau, notary ; L. Hector Lafleur, hotel-keeper ; Ferdinand Mondou, trader ; Alfred Charland, trader ; Rév. A. Smith, parish priest, of Saint-Michel d'Yamaska ; Alberic Archie Mondou, notary ; David Laperrière, trader ; Herménégilde Rousseau, grocer ; Milton Rousseau, hotel-keeper ; J. A. McLure, electrician ; Rev. J. M. Roy, parish priest ; Frs. St-Amant, wheelwright ; Joseph Côté, manufacturer ; G. E. Champagne, merchant ; Joseph Jannelle, carter ; L. Onésime Fagnan, grocer ; Omer Larivière, carter ; P. E. Gélinas, physician ; Jacob Bélisle, hotel-keeper, of the village of Pierreville ;

de Pierreville; Frs X. Descheneaux, marchand; Révérend Exilia Boisvert, prêtre, curé, de Notre-Dame de Pierreville; Révérend Ph. Bourassa, prêtre, curé; Adélaré Carpentier, marchand, de Saint-Élphège; Révérend Isidore Beland, prêtre, curé; O Parenteau, marchand, de Saint-Pie de Déguire; L. D. Théodore Vanasse, notaire; Thomas Touzin, notaire; Révérend F. X. Lessard, prêtre, curé; S. Lamoureux, médecin; Phil. Maier, commerçant; Henri Bisson, hôtelier; Joseph Lambert, commerçant; J. Alb. Gélinas, médecin; L. David Frigault, orfèvre; William Parent, fromager; J. O. Lemire, marchand; D. Bellehumeur, marchand; Victor Dessert, employé civil; J.-Bte Robert, hôtelier; J. E. Janelle, médecin vétérinaire; O. Martin, marchand; L. A. Michaud, marchand; A. Luce, commerçant; L. J. A. Melançon, médecin; P. Adélaré Millette, cultivateur, de Saint-Guillaume d'Upton; Lindor Ethier, avocat; Charles J. C. Wurtelo, avocat; Pierre Guévremont, shérif; A. J. Gélinaeu, marchand, de la cité de Sorel; Révérend Adolphe Blondin, prêtre, curé; H. Lemaire, marchand; Elie Dionne, marchand, de Saint-Bonaventure d'Upton, tous sujets de Sa Majesté.

7^e Les sus-nommés Jules Allard, Oscar Gladu, Albéric Archie Mondou, David Laperrière, Louis Veronneau, Charles C. J. Wurtelo, L. D. Théod. Vanasse et W. Parent seront les premiers directeurs de la compagnie.

JULES ALLARD,
Procureur des requérants.
Saint-François du Lac, 28 octobre 1901. 4119-4

Province de Québec, }
District d'Iberville, }
No 122. } *Cour Supérieure.*
Dame Joséphine Rémillard, Demanderesse;
et
Davide Hercule Brosseau, Défendeur.
Dame Joséphine Rémillard, épouse de David Hercule Brosseau, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairindie, dit district, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse; contre le dit David Hercule Brosseau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée cette cause.
J. P. CARREAU,
Avocat de la demanderesse.
Saint Jean, 20 novembre 1901. 4337

Province de Québec, }
District de Montréal }
No 1111. } *Cour Supérieure.*
Dame Agnès Lanin, épouse commune en biens de Alphonse Ledoux, voiturier, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;
vs.
Le dit Alphonse Ledoux, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens, a été instituée en cette cause, le 5 octobre 1901.

ADAM & MATHIEU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 12 octobre 1901. 4037.5

AVIS

Dame Alberta Welch, de Foster, district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, a institué à la cour supérieure de ce district, le 16 octobre 1901, une action en séparation de biens contre son mari, Walter E. Colburn, aussi de Foster.

M. MAILHOT,
Procureur de la demanderesse.
Sweetsburgh, 16 octobre 1901. 4047-5

Frs. X. Descheneaux, merchant; Rev Exilia Boisvert, parish priest, of Notre-Dame de Pierreville; Rév. Ph. Bourassa, parish priest; Adélaré Carpentier, merchant of Saint-Élphège; Rev. Isidore Béland, parish priest; O. Parenteau, merchant, of Saint Pie de Déguire; L. D. Théodore Vanasse, notary; Thomas Touzin, notary; Rev. F. X. Lessard, parish priest; S. Lamoureux, physician; Phil. Maier, trader; Henri Bisson, hotel-keeper; Joseph Lambert, trader; J. Alb. Gélinas, physician; L. David Frigault, jeweller; William Parent, cheese maker; J. O. Lemire, merchant; D. Bellehumeur, merchant; Victor Dessert, civil employe; J. Bte Robert, hotel keeper; J. E. Janelle, veterinary surgeon; O. Martin, merchant; J. A. Michaud, merchant; A. Luce, trader; L. J. A. Melançon, physician; P. Adélaré Millette, farmer of Saint-Guillaume d'Upton; Lindor Ethier, advocate; Charles J. C. Wurtelo, advocate; Pierre Guévremont, sheriff; A. J. Gélinaeu, merchant; of the city of Sorel; Rév. Adolphe Blondin, parish priest; H. Lemaire, merchant; Elie Dionne, merchant of Saint Bonaventure d'Upton, all british subjects.

7. The above mentioned Jules Allard, Oscar Gladu, Albéric Archie Mondou, David Laperrière, Louis Veronneau, Charles J. C. Wurtelo, L. D. Théodore Vanasse and W. Parent shall be the first directors of the company.

JULES ALLARD,
Solicitor for petitioners.
Saint François du Lac, 28th October 1901. 4120

Province of Quebec, }
District of Iberville, }
No. 122. } *Superior Court.*
Dame Joséphine Rémillard, Plaintiff;
and
David Hercule Brosseau, Defendant.
Dame Joséphine Rémillard, wife of David Hercule Brosseau, farmer, of the parish of Sainte Marguerite of Blairindie, in said district, and duly authorized for the purpose of the presents, plaintiff; against said David Hercule Brosseau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause
J. P. CARREAU,
Attorney for plaintiff,
Saint Johns, 20th November, 1901. 4338

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
No. 1111. } *Superior Court.*
Dame Agnès Lanin, wife common as to property of Alphonse Ledoux, carriage-maker, of the city of Montreal, said district, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff;
vs.
The said Alphonse Ledoux, of the same place, Defendant.
An action for separation of property, has been instituted in this cause, on the 5th of October, 1901.

ADAM & MATHIEU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 12th October, 1901. 4038

NOTICE

Dame Alberta Welch, of Foster, district of Bedford, duly authorized to ester en justice, has, the 16th day of October instant, to the superior of this court district, instituted an action in separation of property against her husband, Walter E. Colburn, also of Foster.

M. MAILHOT,
Attorney for plaintiff
Sweetsburgh, 16th October, 1901. 4048

Province de Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2012.

Dame Elmina Tardy, de Montréal, épouse de Joseph Ouvrard dit Laperrière, teneur de livres, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice.
Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Ouvrard dit Laperrière, Défendeur.
Une action en séparation de biens est instituée en cette cause.

LOUIS MASSON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 4 novembre 1901. 4149-3

Province de Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2734.

Adeline Desmarais, des cité et district de Montréal, a poursuivi, ce jour, son mari, Joseph Jourdain *alias* Lafrance, gentilhomme, du même lieu, en séparation de biens.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 28 octobre 1901. 4157-3

Province de Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 449.

Magdeleine Boily, de la ville de Saint-Louis, dit district, a poursuivi, ce jour, son mari, Théophile Genest, gentilhomme, du même lieu, en séparation de biens.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 28 octobre 1901. 4159-3

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dame Emérance Cull, du village de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, épouse de Honoré Martel, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

JULES ALLARD,
Procureur de la demanderesse.
Sorel, 30 octobre 1901. 4117-4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2012.

Dame Elmina Tardy, of Montreal, wife of Joseph Ouvrard dit Laperrière, book keeper, of the same place, duly authorized to sue,
Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Ouvrard dit Laperrière, Defendant.
An action for separation of property is instituted in this cause.

LOUIS MASSON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 4th November 1901. 4150

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2734.

Adeline Desmarais, of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action against her husband, Joseph Jourdain *alias* Lafrance, gentleman, of the same place, in separation as to property.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 28th October, 1901. 4158

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 449.

Magdeleine Boily, of the city of Saint Louis, said district, has, this day, instituted an action against her husband, Théophile Genest, gentleman, of the same place, in separation as to property.

RENAUD & BOISSONNAULT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 28th October, 1901. 4160

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*

Dame Emérance Cull, of the village of the parish of Saint Michel d'Yamaska, wife of Honoré Martel, of the same place, trader, has, this day, instituted an action *en séparation de biens* against her said husband.

JULES ALLARD,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 30th October, 1901. 4118

Avis de Faillites

AVIS DE CESSION.

Je, soussigné, Elie Angers, donne avis par les présentes, que le trente octobre dernier, Wm. Charnard & Cie ont fait abandon de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Saguenay, conformément aux dispositions du code de procédure de la province de Québec.

ELIE ANGERS,
Gardien provisoire. 4331
Malbaie, 19 novembre 1901.

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Charles St. Laurent, marchand, de Chicoutimi, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10 décembre 1901, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

M. O. BOSSE,
Curateur. 4301
Chicoutimi, 20 novembre 1901.

Bankrupt Notices

NOTICE OF ASSIGNMENT.

I, the undersigned, Elie Angers, do hereby give notice that on the thirty of October last, W. Charnard & Co. have made an abandonment of their estate for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Saguenay, in conformity with the provisions of the code of procedure for the province of Quebec.

ELIE ANGERS,
Provisional guardian. 4331
Malbaie, 19th November, 1901.

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court*
In the matter of Charles St. Laurent, merchant, of Chicoutimi, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 10th December, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

M. O. BOSSE,
Curator. 4302
Chicoutimi, 20th November, 1901.

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 A. Morin, sr., vs Créancier,
 A. Morin, jr., et Débiteur ;
 P. Larmonth, Curateur.
 Je, soussigné, P. Larmonth, curateur, dûment nommé aux biens du dit A. Morin, jr., débiteur, donne avis par le présent qu'un bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, conformément à l'article 772a du code de procédure civile, payable sous quinze jours de la réception de cet avis, et que toutes personnes sont requises de se conduire en conséquence.

P. LARMONTH,
Curateur.
4329

Ottawa, 20 novembre 1901.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de James Douglas, entrepreneur, Montréal, Failli.
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable à notre bureau, le 12 décembre prochain.
 Toute contestation du dit bordereau devra être produite avant cette date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisses des Tramways.
 Montréal, 23 novembre 1901. 4321

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 In re William J. Broenan, marchand-tailleur, de la cité de Montréal, Failli ;
 et
 Marguerite Broenan, Réquerante.
 Avis est par le présent donné que le treizième jour de novembre courant, par l'honorable juge Langelier, J. C. S., nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit W. J. Broenan, cédés le six novembre dix-neuf cent un.
 Les créanciers devront produire leurs réclamations assermentées, à notre bureau, dans les trente jours de cet avis.

ST. AMOUR & DOUCET,
Curateurs conjoints.

Edifice New-York Life,
 11, Place d'Armes, Montréal.
 Montréal, 19 novembre 1901. 4339

Sous l'Acte des mises en Liquidation.

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No 136.
 In re The Farnham Brewing Co., de Farnham, P. Q., En liquidation.
 Avis est par le présent donné, que le 11e jour de novembre 1901, par un ordre de la cour, nous avons été nommés liquidateurs conjoints à la sus-nommée compagnie, en liquidation.

P. J. CHARTRAND,
PAUL L. TURGEON,
Liquidateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
 180, rue Saint-Jacques, Montréal.
 Montréal, 12 novembre 1901. 4297

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 A. Morin, sr., vs Creditor ;
 A. Morin, jr., and Debtor ;
 P. Larmonth, Curator.
 I, the undersigned, P. Larmonth, curator, duly appointed to the property of the said A. Morin, jr., debtor, to hereby given notice that a dividend sheet has been prepared in this matter, pursuant to article 772a of the code of civil procedure, payable within fifteen days from receipt of this notice, and that all persons are required to given themselves accordingly.

P. LARMONTH,
Curator
4330

Ottawa, 20th November, 1901.

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of James Douglas, contractor, Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our office, on the 12th December next.
 Any opposition to the said dividend must be filed before this date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building.
 Montreal, 23rd November, 1901. 4322

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In re William J. Broenan, merchant tailor, of the city of Montreal, Insolvent ;
 and
 Marguerite Broenan, Petitioner.
 Notice is hereby given that on the thirteen day of November instant, by the Honourable judge Langelier, J. S. C., we were name joint curators to the properties of the said W. J. Broenan, abandoned the sixth November, nineteen hundred and one.
 The creditors shall produce their claims sworn, to our office, in thirty days from that notice.

ST. AMOUR & DOUCET,
Joint curators.

New York Life Building,
 11, Place d'Armes, Montreal.
 Montreal, 19th November, 1901. 4340

Under the Winding up Act

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 136.
 In re The Farnham Brewing Co., of Farnham, P. Q., In liquidation.
 Notice is hereby given that, on the 11th day of November, 1901, by order of the court, we were appointed joint liquidators to the above named estate, in liquidation.
 Sworn claims must be filed at our office within one month from this day.

P. J. CHARTRAND,
PAUL L. TURGEON,
Joint liquidators.

Office of Chartrand & Turgeon,
 180, Saint James street, Montreal.
 Montreal, 12th November, 1901. 4298

Règles de Cour

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 282.

Le douzième jour de novembre 1901.

Présent : L'honorable juge LEMIEUX.

Jason L. Heath, du township de Stanstead, dans le district de Saint-François, cultivateur,
Demandeur ;

vs.

O. W. Perry, du township de Barnston, dans le district de Saint-François,
Défendeur ;

et

Daniel S. Sanborn, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique,
Opposant.

Il est ordonné, sur motion de l'opposant, que les créanciers du défendeur produisent leurs réclamations contre le défendeur, au bureau du protonotaire de cette cour, en la ville de Sherbrooke, dans cette cause, dans les quinze jours de la date de la première insertion de la présente ordonnance, dans la *Gazette Officielle*.

GENEST & FRASER,

P. C. S.

St. PIERRE & VERRÉT,
Procureurs de l'opposant. 4289-2

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 63.

Le douzième jour de novembre 1901.

Présent :—L'honorable juge LEMIEUX.

Prosper A. Bissonnet, du village de Stanstead Plain, dans le district de Saint-François, marchand,
Demandeur ;

vs.

Arthur M. Wood, de la ville de Coaticook, dans le dit district de Saint-François,
Défendeur ;

et

Thomas Henry Kennedy, de West Shefford, dans le comté de Shefford, district de Bedford, commerçant,
Opposant.

Il est ordonné, sur motion de l'opposant, que les créanciers du défendeur produisent leurs réclamations contre le défendeur, au bureau du protonotaire de cette cour, en la ville de Sherbrooke, dans cette cause, dans les quinze jours de la date de la première insertion, dans la *Gazette Officielle* de la présente ordonnance.

GENEST & FRASER,

P. C. S.

St. PIERRE & VERRÉT,
Procureurs de l'opposant. 4287-2

Licitations

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6839.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, siégeant au village de Swetsburg, dans le district de Bedford, le quinzième jour de novembre courant (1901), dans une cause sous le numéro 6839, dans laquelle Frank H. Stanbridge, cultivateur, du canton de Bolton (partie ouest), dans le dit district, est Demandeur ; et Mark Stanbridge, du canton de Brome, dans le dit district, est Défendeur, ordonnant la vente par voie de licitation de certains immeubles en bloc, comme une seule terre ou ferme, décrits comme suit, savoir :

1° Le lot numéro seize, dans le deuxième rang du canton de Bolton, dans le dit district, maintenant connu et désigné sous le lot numéro deux cent neuf (209), des plan et livre de renvoi officiels du dit

Rules of Court

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 282.

The twelfth day of November, 1901.

Present: the Honorable Mr. Justice LEMIEUX.
Jason L. Heath, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, farmer,
Plaintiff ;

vs.

O. W. Perry, of the township of Barnston, in the district of Saint Francis,
Defendant ;

and

Daniel S. Sanborn, of the city of New York, in the state of New York, one of the United States of America,
Opposant.

It is ordered, on motion on behalf of opposant, that the creditors of defendant do file their claims against defendant, in the office of the prothonotary of this court, at the city of Sherbrooke, in this cause, within fifteen days from the date of the first insertion, in the *Official Gazette* of the present order.

GENEST & FRASER,

P. S. C.

St. PIERRE & VERRÉT,
Attorneys for opposant. 4290

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 63.

The twelfth day of November, 1901.

Present:—The Honorable Mr. Justice LEMIEUX.
Prosper A. Bissonnet, of the village of Stanstead Plain, in the district of Saint Francis, merchant,
Plaintiff ;

vs.

Arthur M. Wood, of the town of Coaticook, in said district of Saint Francis,
Defendant ;

and

Thomas Henry Kennedy, of West Shefford, in the county of Shefford, district of Bedford, trader,
Opposant.

It is ordered, on motion on behalf of opposant, that the creditors of defendant do file their claims against defendant, in the office of the prothonotary of this court, at the city of Sherbrooke, in this cause, within fifteen days from the date of first insertion, in the *Official Gazette* of the present order.

GENEST & FRASER,

P. S. C.

St. PIERRE & VERRÉT,
Attorneys for opposant. 4288

Licitations

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6839.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Quebec, sitting at the village of Swetsburg, in the district of Bedford, on the fifteenth day of November instant (1901), in a cause under number 6839, in which Frank H. Stanbridge, of the township of Bolton (west part), in the said district, farmer, is Plaintiff ; and Mark Stanbridge, of the township of Brome, in said district, is Defendant, ordering the sale by way of licitation of certain immovable property *en bloc*, as one farm or farm property, described as follows, to wit :

1. The lot number sixteen, in the second range of the township of Bolton, in said district, now known and designated as lot number two hundred and nine (209), of the official plan and book of reference

canton de Bolton, contenant deux cent dix-sept acres et demi en superficie, plus ou moins.

2° Partie du lot numéro dix-sept, dans le dit deuxième rang du dit canton de Bolton, maintenant connue et désignée sous le lot numéro deux cent douze (212), des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, contenant quarante-sept acres et sept-dixième d'acre en superficie, plus ou moins.

3° Une autre partie du dit lot numéro dix-sept, dans le dit rang, maintenant connue et désignée sous le lot numéro deux cent treize (213), des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, contenant quarante-huit acres en superficie, plus ou moins ; et

4° Partie du lot numéro seize, dans le troisième rang des lots du dit canton de Bolton, maintenant connue et désignée sous le lot numéro trois cent dix-sept (317), des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, contenant dix-sept (17) acres en superficie, plus ou moins, le tout formant une seule terre ou ferme—avec ensemble les bâtisses et améliorations dessus érigées et faites.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère, en bloc, comme une seule terre ou ferme, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TROISIÈME jour de JANVIER prochain (1902), à UNE heure de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, au dit village de Sweetsburg ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,

P. C. S.

Sweetsburg, 16 novembre 1901.

4373

[Première publication, 23 novembre 1901.]

Avis public est par le présent donné que, par un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-cinquième jour de juin dernier 1901, dans une cause où Ellen alias Nanno McCartin, de la cité de Saint-Henri, dans le dit district, fille majeure, est Demanderesse ; et Margaret McCartin, Mary McCartin, filles majeures, John McCartin, journalier, Dame Bridget McCartin, épouse de Patrick Murphy, tous des cité et district de Montréal, et le dit Patrick Murphy afin d'autoriser sa dite épouse dans cette cause, et en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs Annie et Mary Murphy, issues de son mariage avec la dite Bridget McCartin, sont Défendeurs ; et John Meehan, de la dite cité de Montréal, arrimeur, en sa qualité d'exécuteur testamentaire des biens de feu Patrick McCartin, en son vivant de la dite cité de Montréal, charretier, est mis en cause, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, à avoir :

Ce lot de terre situé et faisant front sur la rue Young, dans le quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Anne, sous le numéro quatorze cent soixante et douze (1472)—avec un pâté de maisons construites en briques et en pierre et autres bâtisses sus-érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, LUNDI, le NEUVIÈME jour de DECEMBRE prochain (1901), à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience, No trente et un (31), du palais de justice, dans la cité de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indi-

of said township of Bolton, containing two hundred and seventeen and one half acres in superficies, more or less.

2. Part of lot number seventeen, in the said second range of said township of Bolton, now known and designated as lot number two hundred and twelve (212), of the said official plan and book of reference of said township of Bolton, containing forty-seven and seventenths acres in superficies, more or less.

3. Another part of said lot number seventeen, in said range, now known and designated as lot number two hundred and thirteen (213), of the said official plan and book of reference of said township of Bolton, containing forty-eight acres in superficies, more or less ; and

4. Part of lot number sixteen, in the third range of lots of said township of Bolton, now known and designated as lot number three hundred and seventeen (317), of the said official plan and book of reference of said township of Bolton, containing seventeen (17) acres in superficies, more or less, the whole forming one farm property—together with the buildings and improvements thereon erected and made.

The immoveable property above described will be put up to auction *en bloc*, as one farm property, and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRD day of JANUARY next (1902), at the hour of ONE of the clock in the afternoon, sitting the court room of the court house, in the said village of Sweetsburg ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,

P. S. C.

Sweetsburg, 16th November, 1901.

4334

[First published, 23rd November, 1901.]

Public notice is hereby given that, under a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty fifth day of June last (1901), in a cause in which Ellen alias Nanno McCartin, of the city of Saint Henry, in the said district, spinster, is Plaintiff ; and Margaret McCartin, Mary McCartin, spinsters, and John McCartin, laborer, and Dame Bridget McCartin, wife of Patrick Murphy, all of the city and district of Montreal, and the said Patrick Murphy to authorize his said wife in the said cause, and in his quality of tutor to his minor children, Annie and Mary Murphy, issue of his marriage with the said Bridget McCartin, are Defendants ; and John Meehan, of the said city of Montreal, stevedore, in his quality of testamentary executor to the estate of the late Patrick McCartin, in his lifetime of the said city of Montreal, carter, is *mis en cause*, ordering the licitation of the following immoveable property, to wit :

That certain lot of land situate and fronting on Young street, in the Saint Ann's ward, in the city of Montreal, and known and designated on the official plan and in the book of reference of said Saint Ann's ward, by the number fourteen hundred and seventy-two (1472)—with a block of houses built of brick and stone and outbuildings thereon erected.

The property above described will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, on MONDAY, the NINTH day of DECEMBER next, (1901), at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room, No. thirty-one (31), of the court house, in the city of Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the

quées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 29 octobre 1901. 4109-2
[Première publication, 2 novembre 1901.]

Province de Québec, }
District of Bedford. } Cour Supérieure.
No 6763. }

Avis public est par le présent donné, que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, dans le district de Bedford, siégeant au village de Sweetsburg susdit, le quatorzième jour d'octobre courant (1901), dans une cause sous le numéro 6763, dans laquelle George Mitchell et Daniel H. Rosenberger, cultivateurs, tous deux de la paroisse de Saint-Armand Ouest, dans le district de Bedford; et Laura Mitchell, de la ville de Highgate, dans l'état de Vermont, un des états-unis d'Amérique, épouse séparée quant au biens de Burton Dymond, cultivateur, de Highgate susdit, et dûment autorisée de son dit époux aux fins des présentes; et le dit Burton Dymond aux fins d'autoriser sa dite épouse à ester en justice en cette cause, sont Demandeurs; et Marshall J. Olds, de la ville de East Berkshire, dans l'état de Vermont; Everett Olds, de la ville de Burlington, dans l'état de Vermont; Lucia Olds, de la ville de East Highgate, dans l'état de Vermont, épouse d'Alvey H. Spears, cultivateur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Caroline Olds, de la cité de Minneapolis, dans l'état de Minnesota, épouse d'Antony Kennedy, procureur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Arabella Olds, de la cité de Chicago, dans l'état de l'Illinois, épouse de Van Buren Soule, voiturier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Martha Olds, de Menlo Park, dans l'état de Californie, épouse d'Orrin N. Reynolds, marchand, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Elizabeth *alias* Libbie Olds, de la ville de Franklin, état de Vermont, épouse de George Anderson, cultivateur, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Helen Olds, de Cedar Rapids, état de Iowa, épouse de Helmer Higley, bourgeois, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; et Frederick Olds, de Minneapolis, état de Minnesota, tous dans les états-unis d'Amérique, sont Défendeurs, ordonnant la vente par licitation d'un certain immeuble décrit comme suit, savoir:

Un lot de terre situé dans la dite paroisse de Saint-Armand-Ouest, formant partie du lot numéro cent vingt-quatre (124), arpentage primitif, maintenant connu et désigné sur les plan et livre de renvoi de la dite paroisse comme lot numéro cent quarante (140)—avec les bâtisses sus-érigées, contenant environ cent un (101) acres.

La propriété ci-dessus décrite sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, le ONZIEME jour de DECEMBRE 1901, à UNE heure de l'après-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice dans le dit village de Sweetsburg; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être dé-

list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 29th October, 1901. 4110
[First published, 2nd November, 1901.]

Province of Quebec, }
District of Bedford. } Superior Court.
No. 6763. }

Public notice is hereby given, that under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Quebec, in the district of Bedford, sitting at the village of Sweetsburg thereon, on the fourteenth day of October instant (1901), in a cause under number 6763, in which George Mitchell and Daniel H. Rosenberger, farmers, both of the parish of Saint Armand West, in the district of Bedford; and Laura Mitchell, of the town of Highgate, in the state of Vermont, one of the united states of America, wife separate as to property of Burton Dymond, of said Highgate, farmer, and duly authorized by her said husband for the purposes hereof; and the said Burton Dymond to authorize his said wife *à ester en justice* herein, are Plaintiffs; and Marshall J. Olds, of the town of East Berkshire, in the state of Vermont; Everett Olds, of the town of Burlington, in the state of Vermont; Lucia Olds, of the town of East Highgate, in the state of Vermont, wife of Alvey H. Spears, of the same place, farmer, the latter for the purpose of authorizing his said wife herein; Caroline Olds, of the city of Minneapolis, in the state of Minnesota, wife of Antony Kennedy, of the same place, attorney, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein; Arabella Olds, of the city of Chicago, in the state of Illinois, wife of Van Buren Soule, of the same place, carriage manufacturer, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein; Martha Olds, of Menlo Park, in the state of California, wife of Orrin N. Reynolds, of the same place, merchant, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein; Elizabeth *alias* Libbie Olds, of the town of Franklin, in the state of Vermont, wife of George Anderson, of the same place, farmer, and the latter for the purpose of authorizing his said wife herein; Helen Olds, of Cedar Rapids, in the state of Iowa, wife of Helmer Higley, of the same place, gentleman, and the latter for the purpose of authorizing his said wife to these presents, and Frederick Olds, of Minneapolis, in the state of Minnesota, all in the united states of America, are Defendants, ordering the sale by way of licitation of certain immovable property described as follows, to wit:

A lot of land situate in said parish of Saint Armand West, forming part of lot number one hundred and twenty-four (124), primitive survey, and now known and designated on the plan and book of reference of the said parish as lot number one hundred and forty (140)—and the buildings thereon erected, containing about one hundred and one (101) acres.

The property above described will be put up to auction and adjudicated to the last and highest bidder, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, (1901), at the hour of ONE of the clock in the afternoon, sitting the said court, in the court room, of the court house, at the said village of Sweetsburg; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, *cahier des charges*, deposited in the office of the prothonotary of said court, and any opposition to annul, to

posée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins deux jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LEONARD & NOYES,
P. C. S.

S. CONSTANTINEAU,
Procureur des demandeurs.
Sweetsburg, 14 octobre 1901. 4075-2
[Première publication, 2 novembre 1901.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir: } JOHN JOHNSON,
No 766. } Demandeur; contre
JAMES CARROLL, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Drummondville, contenant soixante-six pieds de front sur cent trente-deux pieds de profondeur, et borné en front au nord-ouest au chemin Saint-George, en arrière au sud à Louis Blanchette, au nord-est à Dame P. N. Dorion, et au sud-ouest à Ephrem Archambault, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quatre (84), du cadastre officiel pour la dite ville de Drummondville.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le TROISIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 31 octobre 1901. 4121-2
[Première publication, 2 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } DEMOISELLE GEOR-
No 3225. } DIANA MERCIER,
Demanderesse; contre NAPOLEON ST-HILAIRE
ALIAS SAINT-HILAIRE, et Charles Bernier, curateur au délaissement fait en cette cause par le Défendeur.

Immeubles saisis sur le curateur, savoir:

1° Un terrain contenant quatre arpents et cinq perches de front sur huit arpents et sept perches de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Elzéar, sous le numéro trois cent onze (311)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre de trois arpents et cinq perches de front sur environ vingt-huit arpents de profondeur, connue et désignée sous les numéros quatre cent quinze et quatre cent seize A (415 et 416 A), aux

secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within six days next, after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,
P. S. C.

S. CONSTANTINEAU,
Attorney for plaintiffs.
Sweetsburg, 14th October, 1901. 4076
[First published, 2nd November, 1901.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Drummond.

Arthabaska, to wit: } JOHN JOHNSON, Plaintiff;
No. 766. } against JAMES CAR-
ROLL, Defendant.

An emplacement in the town of Drummondville, containing sixty-six feet in front by one hundred and thirty-two feet in depth, and bounded frontly to the north west by the Saint George road, in the rear southerly by Louis Blanchette, north easterly by Dame P. N. Dorion, and south westerly by Ephrem Archambault, known and distinguished under number eighty-four (84), of official cadastre for said town of Drummondville.

To be sold at the parochial church door of Saint Frederick of Drummondville, on the THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
Arthabaskaville, 31st October, 1901. 4122
[First published, 2nd November, 1901.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } MISS GEORGIANA MER-
No. 3225. } CIER, Plaintiff; against
NAPOLEON ST-HILAIRE ALIAS SAINT-
HILAIRE, and Charles Bernier, curator to the surrender made in this cause by the Defendant.

Immovables seized in possession of the curator, to wit:

1. A lot of land containing four arpents and five perches in front by eight arpents and seven perches in depth, known and described on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Elzéar, under the number three hundred and eleven (311)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A land of three arpents and five perches in front by about twenty-eight arpents in depth, known and designated under the numbers four hundred and fifteen and four hundred and sixteen A

plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Elzéar—avec les bâtimens dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elzéar de la Beauce, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 26 octobre 4079-2
1901.

[Première publication, 2 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure, siégeant à New Carlisle.

Canada, } CHARLES ROBIN,
Province de Québec, } COLLAS ET COM-
District de Gaspé, } PAGNIE, corps politi-
Comté de Bonaventure, } que et incorporé en vertu
No 823. } des lois de l'Île de Jersey,

en Europe, en commandite, ayant sa principale place d'affaires à Paspébiac, dans le dit comté de Bonaventure, marchands, Demandeurs; contre PASCAL CHOUINARD, de l'endroit appelé L'Anse aux Gascons, dans les susdits comté et district, cultivateur et pêcheur, Défendeur.

1° La partie est du lot primitif, lettre S, situé dans le premier rang est du canton de Port Daniel, dans le comté de Bonaventure, maintenant connu sous le numéro 468, du cadastre officiel du dit canton; borné en front par la Baie des Chaleurs, en arrière par le deuxième rang, à l'est par le numéro 469 (Sizefroid Huart), et à l'ouest par 467a (J. B. Morin), contenant quarante-neuf acres et demi en superficie—ensemble avec une maison, grange, circonstances et dépendances.

2° La partie ouest du lot primitif numéro 7, situé dans le deuxième rang de Port Daniel est, maintenant connu sous le numéro 503 (partie ouest d'icelui), du cadastre officiel du dit canton de Port Daniel; borné en front par le premier rang, en arrière par le troisième rang, à l'est par le numéro 502, et à l'ouest par la partie est du numéro 503, occupée par les héritiers de feu Thomas Acteson, contenant soixante et un acres en superficie.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Germaine Cousin de L'Anse aux Gascons, JEUDI, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain (1901), à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif
New Carlisle, 29 octobre 1901. 4113-2
[Première publication, 2 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CHARLES W. PHILIPS,
No. 122. } de la cité et du district de
Montréal, comptable, curateur dûment autorisé en

(415 and 416 A), on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Elzéar—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Elzéar de la Beauce, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Village of Saint Joseph, Beauce, 26th October, 4080
1901.

[First published, 2nd November, 1901.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court, sitting at New Carlisle.

Canada, } CHARLES ROBIN,
Province of Quebec, } COLLAS AND
District of Gaspé, } COMPANY, a body poli-
County of Bonaventure, } tic, incorporated under
No. 823. } the laws of the Island of

Jersey, in Europe, limited, having its principal place of business at Paspébiac, in the said county of Bonaventure, merchants, Plaintiffs; against PASCAL CHOUINARD, of the place called L'Anse aux Gascons, in the county and district aforesaid, farmer and fisherman, Defendant.

1. The east part of the primitive lot, letter S, situate in the first range east of the township of Port Daniel, in the county of Bonaventure, and now known as the number 468, of the official cadastre of the said township; bounded in front by the Baie des Chaleurs, in rear by the second range, east by number 469 (Sizefroid Huart), and west by 467a (J. B. Morin), containing forty-nine acres and one half acre in superficies—together with a dwelling house and other appurtenances thereto belonging.

2. The west part of the primitive lot number 7, situate in the second range of Port Daniel east, and now known as the number 503 (west part thereof), of the official cadastre of the said township of Port Daniel; bounded in front by the first range, in rear by the third range, on the east by the number 502, and on the west by the east part of number 503, occupied by the heirs of the late Thomas Acteson, containing sixty-one acres in superficies.

To be sold at the parish church door of Sainte Germaine, Cousin de L'Anse aux Gascons, on THURSDAY, the FIFTH day of DECEMBER next (1901), at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Shérif.
New Carlisle, 29th October, 1901. 4114
[First published, 2nd November, 1901.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } CHARLES W. PHILLIPS,
No. 122. } of the city and district of
Montreal, accountant, curator thereto duly author-

vert de l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de HENRY S. PHILLIPS, de la cité et du district de Montréal, commerçant, faisant affaires ci-devant à Montréal avec Wm. C. Phillips, qui était un associé particulier, sous la raison sociale de H. S. Phillips & Cie., failli, et A. S. Birchall, requérants.

3° Quatre lots de terre situés dans le quartier Hochelaga, dans la cité de Montréal, connus comme subdivisions numéros quarante-huit (48), quatre-vingt-sept (87), cent quarante (140) et cent quarante-six (146), du lot officiel connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, par le numéro quatre-vingts (80); bornés en front par la rue Moreau—sans bâtisse.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles sus-mentionnés qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le huitième jour d'août (1901), aura lieu de nouveau à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

A la folle enchère de Dame Evelina Labelle, veuve de feu Augustin Robert, en son vivant contracteur, de la cité de Montréal, suivant jugement de l'honorable juge Langelier, en date du 7 novembre 1901.

J. R. THIBAUDEAU, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 20 novembre 1901. 4327
[Première publication, 23 novembre 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (B).

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MAITRES LAMOTHE, TRUDEL & TRUDEL, de Montréal, avocats distrayants, dans une certaine cause où Joseph Baribeau, laitier, de la cité et du district de Montréal, était Demandeur; et LE REVEREND FRANCOIS-XAVIER JOSEPH LEVEILLE, prêtre, Charles Alphonse Léveillé, de la cité de Montréal, tant personnellement qu'en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Joseph Léveillé, en son vivant bourgeois, de la cité de Montréal, Joseph Duclos, agissant tant en son nom que comme tuteur d'émment élu en justice à Olier Alphonse Raoul et Marie Alberta Joséphine Alice Duclos, tous deux enfants mineurs issus du mariage du dit Joseph Duclos et de feu Dame Marie Joséphine Léveillé, et Joseph Gustave Alexandre Duclos, étaient Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit Joseph Baribeau :

1° Un droit de réméré appartenant au dit demandeur, pendant deux ans à compter du 4 janvier 1900, stipulé dans un acte de vente, portant la dite date, entre le demandeur et Dame Coursol, épouse de Robert Kane, passé à Montréal, devant M^{re} H. P. Pepin, notaire, concernant les immeubles suivants, savoir :

Un terrain sis et situé au quartier Hochelaga, de la dite cité de Montréal, devant former coin nord-est de la rue Saint-Germain et de la rue Duquette projetée, comprenant le dit emplacement la partie sud-est du lot numéro quatre-vingt-dix et le lot numéro quatre-vingt-onze (partie 90 et 91), de la subdivision officielle du lot No 50, des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, ayant tous deux front sur la rue Saint-Germain, en la cité de Montréal, la partie sud-est du dit lot No 90, étant bornée comme suit : au sud-ouest à son front par la dite rue Saint-Germain, d'un côté au sud-est par le lot No 91, ci-dessus désigné, en arrière au nord-est par le lot No 30, du dit cadastre, et de l'autre côté au nord-ouest par le reste et résidu du même numéro 90, appartenant actuellement à la compagnie du chemin de fer Châteauguay et Nord.

2° L'immeuble connu et désigné comme étant le (No 92) quatre-vingt-douze, de la subdivision officielle du lot numéro 50, aux plan et livre de renvoi

ized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Québec, as curator to the property of HENRY S. PHILLIPS, of the city and district of Montreal, trader, heretofore carrying on business at Montreal with Wm. C. Phillips, who was a special partner, under the name and style of H. S. Phillips & Co., insolvent, and A. S. Birchall, petitioner.

3. Four lots of land situate in the Hochelaga ward, in the city of Montreal, known as subdivision lots numbers forty-eight (48), eighty-seven (87), one hundred and forty (140) and one hundred and forty-six (146), of the official lot known on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, by the number eighty (80); bounded in front by Moreau street—without building.

Notice is hereby given that the sale of the immovable above mentioned which took place at my office, in the city of Montreal, on the eighth day of August (1901), will take place again, at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon.

At the resale of Dame Evelina Labelle, widow of the late Augustin Robert, in his lifetime contractor, of the city of Montreal, pursuant to judgment of the Honorable judge Langelier, dated the 7th of November, 1901.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff's Office, Montreal, 20th November, 1901. 4328
[First published, 23rd November, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (B).

District of Montreal.

Montreal, to wit : } MAITRES LAMOTHE, TRUDEL & TRUDEL, of Montreal, advocates distracting, in a certain suit in which Joseph Baribeau, milkman, of the city and district of Montreal, was Plaintiff; and THE REVEREND FRANCOIS XAVIER JOSEPH LEVEILLE, priest, Charles Alphonse Léveillé, of the city of Montreal, as well personally as in their quality of testamentary executors of the late Joseph Léveillé, in his lifetime gentleman, of the city of Montreal, Joseph Duclos, acting as well in his own name as in his quality of tutor duly appointed by law to Olier Alphonse Raoul and Marie Alberta Joséphine Alice Duclos, both minor children issue of the marriage of the said Joseph Duclos, and of the late Dame Marie Joséphine Léveillé and Joseph Gustave Alexandre Duclos, were Defendants.

Seized as belonging to the said Joseph Baribeau :

1. A right of redemption belonging to the said plaintiff, during to years reckoning from the 4th of January, 1900, stipulated in a deed of sale bearing the said date, between the plaintiff and Dame Coursol, wife of Robert Kane, passed at Montreal, before M^{re} H. P. Pepin, notary, concerning the following immovables, to wit :

A lot situate in Hochelaga ward, of the said city of Montreal, forming the north east corner of Saint Germain street and of Duquette street (projected), said lot comprising the south east part of lot number ninety and lot number ninety-one (part of 90 and 91), of the official subdivision of lot No. 50, of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, both fronting on Saint Germain street, in the city of Montreal, the south east part of the said lot No. 90, being bounded as follows : on the south west in front by the said Saint Germain street, on one side to the south east by the lot No. 91, herein above described, in rear to north east by lot No. 30, of the said cadastre, and on the other side to the north west by the remainder and residu of the same number 90, actually belonging to the Châteauguay and Northern Railway Company.

2. The lot known and described as being number ninety-two (No. 92), of the official subdivision of the lot number 50, on the official plan and book of

officiels du village incorporé d'Hochelaga, ayant front sur la rue Saint-Germain, en la cité de Montréal—sans bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 29 octobre 1901. 4091-2
[Première publication, 2 novembre 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District of Montréal.

Montréal, à savoir : } **YVOUSSAINT MENARD**,
No 1162. } bourgeois, du village du
Bassin de Chambly, district de Montréal, Deman-
deur ; contre les terres et tenements, mentionnés
et décrits dans la cédule marquée "A", annexée au
bref en cette cause, de **DAME PHILOMENE
LAVOIE**, de la paroisse de Saint-Joseph de Cham-
bly, dit district, tant personnellement comme épouse
commune en biens de feu Napoléon Vincelette,
cultivateur, du dit lieu, qu'en sa qualité de tutrice
aux enfants mineurs et seuls héritiers légaux de ce
dernier, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse
es-nom et qualité, l'immeuble suivant, savoir :

Une terre portant le numéro cent cinquante deux
(152), aux plan et livre de renvoi officiels de la
paroisse de Saint-Joseph de Chambly—avec une
maison et les dépendances dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, le
CINQUIEME jour de DECEMBRE prochain, à
ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 30 octobre 1901. 4135-2
[Première publication, 2 novembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HÉRITAGES sous mention-
nées ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **CHARLES ALPHONSE**
No. 1721. } **PARENT**, de Québec,
marchand de fer ; contre **THEOPHILE L'HEU-
REUX** et **ANDRE DALLAIRE**, tous deux de
Québec, couvreurs, et y faisant affaires comme tels
en société sous la raison sociale de "L'Heureux &
Dallaire", conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant à Théophile L'Heureux,
l'un des dits défendeurs, à savoir :

1° Le lot No 483 (quatre cent quatre-vingt-trois),
du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sau-
veur de Québec, étant un emplacement situé sur la
rue Victoria—circonstances et dépendances. Sujet à
une rente annuelle de \$5.00, payable aux messieurs
Boisseau, de Québec, le 29 septembre.

2° Le lot No 484 (quatre cent quatre-vingt-quatre),
du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sau-
veur de Québec, étant un emplacement situé sur la
rue Vaudreuil—circonstances et dépendances.
Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable aux
messieurs Boisseau, de Québec, le 29 septembre.

3° Le lot No 490 (quatre cent quatre-vingt-dix),
du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sau-
veur de Québec, étant un emplacement situé coin
des rues Arago et Vaudreuil—circonstances et
dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00,
payable aux messieurs Boisseau, de Québec, le 29
septembre.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

reference of the incorporated village of Hochelaga,
having its front on Saint Germain street, in the
city of Montreal.—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTH day of DECEMBER next, at TEN
of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 29th October, 1901. 4092
[First published, 2nd November, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **YVOUSSAINT MENARD**,
No. 1162. } burgess, of the village
of Chambly Basin, district of Montreal,
Plaintiff ; against the lands and tenements
mentioned and described in the schedule marked
"A", annexed to the writ in this cause, of **DAME
PHILOMENE LAVOIE**, of the parish of Saint
Joseph de Chambly, in the said district, both
personally as wife common as to property of the
late Napoléon Vincelette, farmer, of the said place,
and in her quality of tutrix to the minor children
and sole legal heirs of the latter, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant in her
said name and quality, the following immoveable,
to wit :

A lot bearing the number one hundred and fifty-
two (152), on the official plan and book of reference
of the parish of Saint Joseph de Chambly—with a
house and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
parish at Saint Joseph de Chambly, on the FIFTH
day of DECEMBER, next, at ELEVEN o'clock in the
forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 30th October, 1901. 4136.
[First published, 2nd November, 1901.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **CHARLES ALPHONSE**
No. 1721. } **PARENT**, of Québec, hard-
ware merchant ; against **THEOPHILE L'HEU-
REUX** and **ANDRE DALLAIRE**, both of Québec,
roofers, and carrying on business there as such
together in partnership under the style and firm of
"L'Heureux & Dallaire," jointly and severally.

Seized as belonging to Théophile L'Heureux, one
of the said defendants, to wit :

1. Lot No. 483 (four hundred and eighty-three),
of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur
de Quebec, being a lot situate on Victoria street,
—circumstances and dependencies. Subject to a
yearly rent of \$5.00, payable on the 29th of Septem-
ber, to the Messrs Boisseau, of Québec.

2. Lot No. 484 (four hundred and eighty-four),
of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de
Quebec, being a lot of land situate on Vaudreuil
street—circumstances and dependencies. Subject
to an annual rent of \$5.00, payable to the Messrs
Boisseau, of Québec, on the 29th of September.

3. Lot No. 490 (four hundred and ninety), of the
official cadastre of the parish of Saint Sauveur de
Quebec, being a lot of land situate on the corner of
Arago and Vaudreuil streets—circumstances and
dependencies. Subject to an annual rent of \$5.00,
payable to the Messrs Boisseau, of Québec, on the
29th of September.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on

Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,

Québec, 21 novembre 1901.

[Première publication, 23 novembre 1901.]

Shérif,

4341

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **L'HONORABLE SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER**, de la cité de Québec, sénateur et Notre Conseil; contre **JACQUES DROLET**, de la paroisse de l'Ancienne Lorette, agriculteur. à savoir :

1° Le lot No 129 (cent vingt-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne Lorette, étant une terre située sur le chemin public, village Côte Saint-Paul; à distraire du dit lot, l'emplacement de F. X. Tessier dit Laplante ou ses représentants—circonstances et dépendances.

2° Le lot No. 191 (cent quatre-vingt-onze), du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne Lorette, étant un lot de terre situé sur le chemin public, village Côte Saint-Paul—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Le lot No 3255 A (trois milles deux cent cinquante-cinq A), du cadastre officiel pour le quartier St-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Déléigny—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière de \$5.40, payable aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu de Québec, le premier mai chaque année.

Pour être vendus, les lots en premier et deuxième lieu décrit, à la porte de l'église de la paroisse de l'Ancienne Lorette, comté de Québec le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain à DIX heures du matin; le lot en troisième lieu décrit, pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le MEME JOUR, à DEUX heures après-midi.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif.

Québec, 7 novembre 1901.

[Première publication, 8 novembre 1901.]

Shérif.

4195-2

FIERI FACIAS

Québec, à savoir : } **JOSEPH DESIRÉ MARCOUX**, No 1355. } **COUX**, de Beauport, notaire, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de Dame Victoire Fradet, veuve Pierre Dumontier; contre **ACHILLE TREMBLAY**, de Beauport, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, issus de son mariage avec défunte Délina Lefebvre, à savoir :

Le lot No 531-16 J (cinq cent trente et un-seize J), du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, étant un emplacement situé sur le chemin public, (dans le village)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Beauport, comté de Québec, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,

Québec, 7 novembre 1901.

[Première publication, 8 novembre 1901.]

Shérif.

4197-2

the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon;

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,

Quebec, 21st November, 1901.

[First published, 23rd November, 1901.]

Sheriff.

4343

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **THE HONORABLE SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER**, of the city of Quebec, senator, one of His Majesty's Council learned in the law; against **JACQUES DROLET**, of the parish of Ancienne Lorette, farmer, to wit :

1. Lot No. 129 (one hundred and twenty-nine), of the official cadastre of the parish of Ancienne Lorette, being a land situate on the public road, village Côte Saint Paul; reserving from the said lot, the lot of F. X. Tessier dit Laplante or his representatives—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 191 (one hundred and ninety-one), of the official cadastre of the parish of Ancienne Lorette, being a lot of land situate on the public road, village Côte Saint Paul—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Lot No. 3255A (three thousand two hundred and fifty-five A), of the official cadastre for Saint John's ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Déléigny street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a ground rent of \$5.40, payable to the Reverend Ladies of the Hotel-Dieu de Québec, the first of May, each year.

To be sold, the lots firstly and secondly described, at the church door of the parish of Ancienne Lorette, county of Quebec, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon; and the lot thirdly described, to be sold at my office, in the city of Quebec, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,

Quebec, 7th November 1901,

[First published, 8th November, 1901.]

Sheriff.

4196

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **JOSEPH DESIRÉ MARCOUX**, No. 1355. } of Beauport, notary, in his quality of testamentary executor of Dame Victoire Fradet, widow of Pierre Dumontier; against **ACHILLE TREMBLAY**, of Beauport, as well personally as in his quality of tutor to the minor childrens issue of his marriage with the late Delima Lefebvre, to wit :

Lot No. 531-16 J (five hundred and thirty-one-sixteen J), of the official cadastre for the parish of Beauport, being a lot situate on the public road (in the village)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Beauport, county of Quebec, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,

Quebec, 7th November, 1901.

[First published, 8th November, 1901.]

Sheriff.

4198

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Rimouski.

No 2693. } **SÉGUIN LALIME & CIE (LIMITÉ)**, Demandeurs; vs. **ADELARD RIOUX**, Défendeur, à savoir :

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Rimouski.

No. 2693. } **SÉGUIN LALIME & CIE (LIMITED)**, Plaintiffs; vs. **ADELARD RIOUX**, Defendant, to wit :

Un emplacement situé en la ville de Saint-Germain de Rimouski, contenant 6072 pieds en superficie, étant le numéro 114, du cadastre officiel de la dite ville—avec deux maisons et autres bâtisses sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, le 24 DECEMBRE 1901, à 10 a. m.

L. N. ASSELIN, Shérif.
Bureau du Shérif, Rimouski, 14 novembre 1901. 4295
[Première publication, 23 novembre 1901.]

A lot situate in the town of Saint Germain de Rimouski, containing 6072 feet in area, being number 114, of the official cadastre of the said town—with two houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the town of Saint Germain de Rimouski, on the 24th of DECEMBER, 1901, at 10 a. m.

L. N. ASSELIN, Sheriff.
Sheriff's Office, Rimouski, 14th November, 1901. 4296
[First published, 23rd November, 1901.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Pour le comté de Terrebonne.

District de Terrebonne, } AUGUSTE FORTIER, Demandeur ;
Sainte-Scholastique, } vs DAME ELPHIRE GAUTHIER, Défenderesse, savoir :

Un emplacement situé au village de Saint-Eustache, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit village de Saint-Eustache, comme faisant partie des lots numéros cent trente-sept et cent quarante-quatre (137-144), borné à l'est au No 136, d'un bout à la rue Saint-Eustache, à l'autre bout à la rue Saint-Nicholas, et à l'ouest au No 138, au reste des dits numéros 137 et 144, et tel que clôturé—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Saint-Eustache, dit district, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi (1901).

LAPOINTE & PREVOST, Shérif.
Bureau du Shérif, Sainte-Scholastique, 18 novembre 1901. 4319

[Première publication, 23 novembre 1901.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—For the county of Terrebonne.

District of Terrebonne, } AUGUSTE FORTIER, Plaintiff ; vs DAME ELPHIRE GAUTHIER, Defendant, to wit :

A lot situate in the village of Saint Eustache, district of Terrebonne, known and described on the official plan and book of reference for the said village of Saint Eustache, as forming part of the lots numbers one hundred and thirty-seven and one hundred and forty-four (137-144) ; bounded on the east by No. 136, at one end by Saint Eustache street, at the other end by Saint Nicholas street, and on the west by No. 138, by the residue of said numbers 137 and 144, and such as fenced in—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door of the village of Saint Eustache, said district, on the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon (1901).

LAPOINTE & PREVOST, Sheriff's office, Sainte Scholastique, 18th November, 1901. 4320

[First published, 23th November, 1901.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS. I

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } SIMÉON LAMOTHE, Demandeur ; contre DAVID SMITH, Défendeur.

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Sylvère, dans le quinzième rang du canton de Maddington, étant le numéro six cent cinq (605), du cadastre officiel du comté de Nicolet, paroisse de Sainte-Gertrude—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvère, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN, Shérif.
Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 30 octobre 1901. 4097-2
[Première publication, 2 novembre 1901.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } SIMÉON LAMOTHE, Plaintiff ; against DAVID SMITH, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Sylvère, in the fifteenth range of the township of Maddington, being the number six hundred and five (605), of the official cadastre of the county of Nicolet, parish of Sainte Gertrude—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sylvère, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN, Sheriff's Office, Three Rivers, 30th October, 1901. 4
[First published, 2nd November, 1901.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refendus de Québec, savoir :

Canton Simard.

7e rang.

 $\frac{1}{2}$ N. O., du lot 9, à Eug. Blackburn. $\frac{1}{2}$ S. E., du lot 9, à John Blackburn.

Canton Normandin.

Lot 9, du 6e rang, à Jos. Carboneau.

Canton Maria.

Lot 32, du 5e rang, à Paul LeBlanc.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, novembre 1901.

4349

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 21 novembre 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 20 novembre 1901, d'autoriser, en faveur de Wilfrid Joseph Proulx, écuyer, notaire public, de la cité de Montréal, la transmission des minutes, répertoires et index de Joseph Simard, écuyer, notaire public, de la cité de Montréal, qui a volontairement cessé de pratiquer comme notaire public, et de feu Eugène G. Simard, en son vivant, notaire public, résidant en la paroisse de Varennes et pratiquant en la cité de Montréal, en conformité des dispositions du code du notariat.

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

4353

La formation d'une société sous le nom de "Société de Secours en Maladie," pour se mettre, au moyen de contributions, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, a été autorisée par arrêté en conseil, en date du 20 novembre 1901.

Le siège principal de la société est à Montréal.

ADELARD TURGEON,

Secrétaire de la province.

Bureau du secrétaire.

Québec, 21 novembre 1901.

4351

Avis Divers

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que Aimé Trudeau, marchand, de la ville de Windsor Mills ; Joseph Alphonse Bégin, notaire, de la ville de Windsor Mills ; John Tourigny, manufacturier, de la ville de Windsor Mills ; Filias Millette, marchand, du canton de Windsor ; William J. Finlay, surintendant du moulin à papier, à East Angus, tous dans la province de Québec, et Victor Côté, contre-maître, de Turners Falls, dans l'état de Massachusetts, un des états-unis d'Amérique, s'adresseront par une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir l'émission de lettres patentes, sous le

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Simard.

7th range.

N. O. $\frac{1}{2}$, of lot 9, to Eug. Blackburn.S. E. $\frac{1}{2}$, of lot 9, to John Blackburn.

Township Normandin.

Lot 9, of 6th range, to Jos. Carboneau.

Township Maria.

Lot 32, of 5th range, to Paul LeBlanc.

E. E. TACHÉ,

Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, November, 1901.

4350

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 21st November, 1901.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 20th November instant, 1901, to authorize, in favor of Wilfrid Joseph Proulx, esquire, notary public, of the city of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Joseph Simard, notary public, of the city of Montreal, who has voluntarily ceased to practice as notary public, and of the late Eugène G. Simard, in his lifetime notary public, residing in the parish of Varennes, and practising in the city of Montreal, in pursuant to the provisions of the notarial code.

ADELARD TURGEON,

Provincial secretary.

4354

The formation of an association by the name of "Société de Secours en Maladie," to be able, by means of contributions, to assist those of its members who are afflicted on account of sickness, has been authorized by order in council, dated the 20th of November, 1901.

The head office of the association is at Montreal.

ADELARD TURGEON,

Provincial secretary.

Secretary's office.

Quebec, 21st November, 1901.

4352

Miscellaneous Notices

PUBLIC NOTICE.

Is hereby given that Aimé Trudeau, merchant, of the town of Windsor Mills ; Joseph Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills ; John Tourigny, manufacturer, of the town of Windsor Mills ; Filias Millette, merchant, of the township of Windsor ; William J. Finlay, paper mill superintendent at East Angus, all in the province of Quebec, and Victor Côté, foreman, of Turner's Falls, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, will apply to His Honor the Lieutenant-Governor in council, to obtain letters patent under the great seal, granting a charter constituting

grand sceau, octroyant une charte à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation, en corporation et corps politique.

Le nom social de cette compagnie sera "The Laineau Manufacturing Co."; elle aura pour objet: acquérir par achat, transport, demande ou autrement, et employer, louer, vendre ou en disposer autrement, toutes inventions, ou brevets d'invention, ou tous droits de se servir de, ou employer toutes inventions en rapport avec la production d'articles en laine, ou en autres matériaux; acheter, manufacturer et vendre les articles produits d'après ces inventions et brevets d'invention; emprunter ou prélever de l'argent pour toutes les fins de la compagnie, émettre des débetures, hypothéquer ou charger toute l'entreprise, ou aucune partie de la propriété présente ou qui sera acquise par la compagnie, et d'émettre, tirer, faire, accepter et négocier, tous lettres de change, billets promissoires ou autres effets négociables.

Le principal siège de ses affaires sera, ville de Windsor Mills, province de Québec.

Le chiffre de son fonds social sera de dix mille piastres, divisé en deux cents actions de cinquante piastres chacune.

Les premiers directeurs de cette compagnie seront: Aimé Trudeau, marchand, de la ville de Windsor Mills; Joseph Alphonse Bégin, notaire, de la ville de Windsor Mills; Filias Millette, marchand, du canton de Windsor.

4335

J. A. BEGIN,
Procureur des requérants.

the said petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate.

The corporate name of the said company will be "The Laineau Manufacturing C.," its objects will be: to acquire by purchase, conveyance, application or otherwise, and to employ, lease, sell or otherwise, dispose of any inventions or patents of invention; to borrow or levy money for all the purposes of the company, to issue debentures, mortgage or bind the whole enterprise or any part of the actual property of or what will be acquired by the company, and to issue, draw, make, accept and negotiate any letters of exchange, promissory notes or other negotiable effects.

Its head office will be at Windsor Mills, in the province of Quebec.

The amount of its capital stock will be ten thousand dollars, divided into two hundred shares of fifty dollars each.

The first directors of this company will be: Aimé Trudeau, merchant, of the town of Windsor Mills, Joseph Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills; Filias Millette, merchant, of the township of Windsor.

4336

J. A. BEGIN,
Attorney of the petitioners.

Avis de Faillites

Dans l'affaire de Charles Thomson, faisant affaires sous le nom de "English Provision Co.", de la cité de Montréal, Failli.

Un premier et dernier ordereau de dividende a été préparé et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 9e jour de décembre 1901, après laquelle date les dividendes seront payables.

JOHN HYDE,
Curateur.
4347

Montréal, 21 novembre 1901.

Bankrupt Notices

In the matter of Charles Thomson, trading as the "English Provision Co.", of the city of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend has been declared, open to objection until Monday, 9th December, 1901, after which date dividends will be paid.

JOHN HYDE,
Curator.
4348

Montreal, 21st November, 1901.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 47

ANNONCEURS: — Avis aux: — Concernant avis, etc., 2165.

BILLS PRIVÉS, P. FÉDÉRAL: — Avis au sujet des: — Sénat et Chambres des Communes, 2171.

BILLS PRIVÉS, P. Q.: — Avis au sujet des: — Assemblées législatives, 2174; Conseil législatif, 2172.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE: — Hubert Alexandre McCrea, 2177; Incorporer "The Montreal Medico Chirurgical Society", 2177; Incorporer la Cie de Pulpe de Métabetchouan, 2176; Les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique, 2176; Percy Clare DuBoyce, 2177.

Ratifier un acte de vente: — Dme Auclair et al, 2177.

DÉPENSES D'ÉLECTION: — Députés élus: — District électoral de Drummond, Jos. Laferté, 2165; District électoral de Vaudreuil, Hormidas Pilon, 2165.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47

ADVERTISERS: — Notice to: — Respecting notices &c, 2165.

PRIVATE BILLS, FEDERAL P.: — Notices respecting the: — Senate and House of Commons, 2171.

PRIVATE BILLS, P. Q.: — Notices Respecting the: — Legislative Assembly, 2174; Legislative Council, 2172.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE: — Hubert Alexandre McCrea, 2177; To incorporate "The Montreal Medico Chirurgical Society", 2177; Incorporer la Cie de Pulpe de Métabetchouan, 2176; Les Pères Blancs, missionnaires d'Afrique, 2176; Percy Clare DuBoyce, 2177.

Ratifying a deed of sale: — Dme Auclair et al, 2177.

ELECTION EXPENSES: — Members elected: — Electors district of Drummond, Jos. Laferté, 2165; Electoral district of Vaudreuil, Hormidas Pilon, 2165.

ÉCOLE DISSENTIENNE DISSOLUE :—Municipalité scolaire de Cameron, cité d'Ottawa, 2170.

FAILLIS :—Broenan, 2182 ; Chamard & Cie, 2181 ; Douglas, 2182 ; Morin, 2182 ; St. Laurent, 2181 ; The Farnham Brewing Coy, 2182 ; Thompson, 2193.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—La Cie d'Imprimerie du Bulletin du Travail, 2178 ; La Cie du téléphone Saint-Laurent, 2179 ; The Crown Laundry Coy, 2178 ; The Laineau Manufacturing Coy, 2193 ; The Foster Bennett Coy, 2177.

LETTRES PATENTES ÉMISES :—La Cie d'Imprimerie du Lac Saint-Jean, 2168 ; La Cie Théâtrale de Montréal, 2169.

LICITATIONS :—Delle McCartin vs McCartin *et al*, 2184 ; Mitchell *et al* vs Olds *et al*, 2185 ; Stanbridge vs Stanbridge, 2193.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT :—De P. S. Grandpré à M. Eug. Labrèche, 2169.

MINUTES DE NOTAIRES TRANSFÉRÉES :—De Joseph Simard et Eug. G. Simard à W. Jos. Proulx, 2192.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : Demande d'ériger en :—Sainte-Sabine, comté d'Iberville et Missisquoi, 2170.

NOMINATIONS — Cour des Commissaires :—Canton Weedon, comté Wolfe, 2166.

*Greffier Cour de Magistrat :—*Matane, 2166.

*Juges de Paix :—*Districts Kamouraska, 2166 ; Montréal, 2166 ; Pontiac, 2166 ; Québec, 2166 ; Saint-François, 2166.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres, 2168.

ÉRECTION :—Municipalité du village de Daveluyville, comté d'Arthabaska, 2166.

RÈGLES DE COUR :—Bissonnet vs Wood, 2183 ; Heath vs Perry, 2183.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Boily vs Genest, 2181 ; Cull vs Martel, 2181 ; Desmarais vs Jourdain, 2181 ; Lanin vs Ledoux, 2180 ; Rémillard vs Brosseau, 2180 ; Tardy vs Laperrière, 2181 ; Welch vs Colburn, 2180.

SOCIÉTÉ FORMÉE :—La société de secours en maladie, 2192.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc :—*Alleyn, 2169 ; Aylwin, 2169 ; Aumond, 2170 ; Cawood, 2169 Egan, 2170 ; Kensington, 2170 ; Gore de Stanfold, 2169 ; Loranger, 2169 ; Lytton, 2170 ; Normandin, 2192 ; Maria, 2192 ; Sicotte, 2170 ; Simard, 2192.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA :—Johnson vs Carroll, 2186.

BEAUCE :—Delle Mercier vs St. Hilaire, 2186.

GASPÉ :—Robin *et al* vs Chouinard, 2187.

MONTRÉAL :—Lamothe *et al* vs Leveillé, 2188 ; Menard vs Dme Lavoie, 2189 ; Phillips vs Phillips, 2187.

DISSENTIENT SCHOOL DISSOLVED :—School municipality of Cameron, city of Ottawa, 2170.

INSOLVENTS :—Broenan, 2182 ; Chamard & Co, 2182 ; Douglas, 2182 ; Morin, 2182 ; St. Laurent, 2181 ; The Farnham Brewing Coy, 2182 ; Thomson, 2193.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—La Cie d'Imprimerie du Bulletin du Travail, 2178 ; La Cie du téléphone St-Laurent, 2179 ; The Crown Laundry Coy, 2178 ; The Laineau Manufacturing Coy, 2193 ; The Foster Bennett Coy, 2177.

LETTERS PATENT, ISSUED :—La Cie d'Imprimerie du Lac Saint Jean, 2168 ; La Cie Théâtrale de Montréal, 2169.

LICITATIONS :—Delle McCartin vs McCartin *et al*, 2184 ; Mitchell *et al* vs Olds *et al*, 2185 ; Stanbridge vs Stanbridge, 2193.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR TRANSFER :—From P. S. Grandpré to M. Eug. Labrèche, 2169.

MINUTES OF NOTARIES TRANSFERRED :—From Joseph Simard et Eug. G. Simard to W. Jos. Proulx, 2193.

SCHOOL MUNICIPALITY : Application to erect in :—Sainte Sabine, county of Iberville and Missisquoi, 2170.

NOMINATIONS :—Commissioners' Court :—Township Weedon, county Wolfe, 2166.

*Clerk of Magistrate's Court :—*Matane, 2166.

*Justices of the peace :—*Districts Kamouraska, 2166 ; Montreal, 2166 ; Pontiac, 2166 ; Quebec, 2166 ; Saint Francis, 2166.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 2168.

ÉRECTION :—Municipality of the village of Daveluyville, county Arthabaska, 2166.

RULES OF COURT :—Bissonnet vs Wood, 2183 ; Heath vs Perry, 2183.

SÉPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Boily vs Genest, 2181 ; Cull vs Martel, 2181 ; Desmarais vs Jourdain, 2181 ; Lanin vs Ledoux, 2180 ; Rémillard vs Brosseau, 2181 ; Tardy vs Laperrière, 2181 ; Welch vs Colburn, 2180.

ASSOCIATION FORMED :—La société de secours en maladie, 2192.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc :—*Alleyn, 2169 ; Aylwin, 2169 ; Aumond, 2170 ; Cawood, 2169 ; Egan, 2170 ; Kensington, 2170 ; Gore of Stanfold, 2169 ; Loranger, 2169 ; Lytton, 2170 ; Normandin, 2192 ; Maria, 2192 ; Sicotte, 2170 ; Simard, 2192.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Johnsou vs Carroll, 2186.

BEAUCE :—Delle Mercier vs St. Hilaire, 2186.

GASPE :—Robin *et al* vs Chouinard, 2187.

MONTRÉAL :—Lamothe *et al* vs Leveillé, 2188 ; Menard vs Dme Lavoie, 2189 ; Phillips vs Phillips, 2187.

QUÉBEC :—Marcoux *de-qual* vs Tremblay, 2190 ;
Parent vs L'Heureux, 2189 ; Pelletier vs
Drolet, 2190.

RIMOUSKI :—Lalime & Cie vs Rioux, 2190.

TERRÉBONNE :—Fortier vs Dme Gauthier, 2191.

TROIS-RIVIÈRES :—Lamothe vs Smith, 2091.

QUÉBEC :—Marcoux *de-qual* vs Tremblay, 2190 ;
Parent vs L'Heureux, 2189 ; Pelletier vs
Drolet, 2190.

RIMOUSKI :—Lalime & Cie vs Rioux, 2190.

TERRÉBONNE :—Fortier vs Dme Gauthier, 2192.

THREE RIVERS :—Lamothe vs Smith, 2091.

